

U.N.E.F. - 15, rue Soufflot

PARIS 5°

DAN 86.01 et 02

PARIS, le 12 décembre 1968

UNEF/INFORM.

édité par le Secrétariat de

L' U. N. E. F.

Commission Paritaire des Pa-
piers de Presse

N° 286 968

DECEMBRE 1968 : R A P P O R T M O R A L

(Bureau National de l'U.N.E.F.)

Le Directeur Gérant

Jean-Daniel BENARD

(Errata intégrés)

R A P P O R T M O R A L

Pour prétendre être un peu complet ce rapport doit remonter au congrès de Lyon qui s'est tenu en Juillet 1967. Il doit remonter à cette époque non seulement parce que ce congrès de Lyon est avant ce congrès que nous tenons actuellement le dernier congrès statutaire de l'U.N.E.F., non seulement aussi parce que c'est à ce congrès qu'avait été élue la direction actuelle de l'U.N.E.F. et qu'avait été élaboré un texte d'orientation générale comme support à l'élection de cette direction, mais surtout parce que ce congrès de Lyon marque dans l'histoire de l'U.N.E.F. un moment important. La signification de ce congrès c'était en effet le refus du mouvement de se voir inséré dans le jeu des forces dites démocratiques. Rappelons-nous, en effet, ce congrès : un groupe cohérent dit groupe des onze A.G.E. présentant sous la bannière de l'ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS DE SAINT-ETIENNE un texte d'orientation dont la volonté résidait dans l'association du mouvement étudiant par sa stratégie, par ses formes d'action, par l'accent mis sur la nécessité pour le mouvement d'axer ses actions sur la revendication collective immédiate, sur la nécessité également pour ce mouvement d'adapter sa stratégie à la stratégie des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière ; face à ce texte, une opposition plus ou moins cohérente, opposition dont une partie réussit toutefois à s'entendre pour élire sur la base d'un texte d'orientation une direction, direction dont l'élection ne fut acquise que de justesse, à quelques voix près. Nul ne doute aujourd'hui, après les événements qui se sont passés après ce congrès, que les destinées du mouvement en ont été profondément changées.

- : -

Quelle était l'orientation qui avait été adoptée au congrès de Lyon ? Une analyse de l'évolution de l'Université montrait que, pendant longtemps, l'institution universitaire n'était pas essentielle au développement de l'économie libérale. Mais elle soulignait que, depuis quelque temps, et cela montrait toute la portée des projets gouvernementaux ou patronaux sur l'enseignement, l'évolution technologique, le passage à la concurrence monopolistique, l'intervention puis la planification de l'Etat avaient considérablement modifié les conditions du fonctionnement de l'économie, et, partant, la place de l'Université vis-à-vis de cette économie. Vous noterez donc que ce qui importe aujourd'hui pour les entreprises, c'est d'assumer à leur profit les innovations technologiques afin de pouvoir subir les lois de l'économie de marché sans augmenter le coût de la production ; ce qui implique que le capitalisme doit avoir le contrôle des instruments de recherche et de formation.

.../...

On notait en outre, qu'au-delà de l'utilisation nécessaire des découvertes scientifiques il était indispensable au capitalisme de pouvoir agir sur la structuration de la société.

D'où le caractère dualiste de l'intervention de l'Etat. D'une part, et ceci est lié à la fonction productive de l'Université, l'intervention de l'Etat doit se manifester par la prise en charge de la formation professionnelle et de la recherche, prise en charge contrôlée par l'économie capitaliste ; l'Etat abandonnait donc son rôle d'arbitre du régime libéral ; il organise le marché de la production en favorisant la création de monopoles, et, dans le même temps, il assure aux entreprises les moyens de leur production en exerçant une fonction fondamentale dans le développement des forces productives. D'autre part l'analyse de la fonction de l'Université montrait que la remise en cause de l'Université libérale par le système capitaliste en cours d'adaptation avait certes pour corollaire le développement de la fonction productive de l'Université au détriment de sa fonction idéologique ; néanmoins cette fonction idéologique demeurait : un aspect du rôle idéologique de l'enseignement est lié directement au fait de la finalité de l'université, puisque on fait apparaître toute acquisition de connaissances comme indiquant une montée dans la hiérarchie sociale, puisque l'enseignement a pour but de préparer les futurs cadres à leur place dans la Société. L'Université garde donc son caractère de classe. Ainsi se trouvait être délimités et être précisés la nature et les fondements de l'intervention du mouvement étudiant sur l'Université. On notait enfin que l'enseignement supérieur, s'il correspondait à une évolution des phénomènes économiques, n'était cependant pas le champ d'application pur et simple d'un phénomène économique, mais cherchait à s'adapter aux évolutions en cours à travers des procédures qui lui étaient propres. Sur un autre plan, on soulignait que l'évolution de l'Université avait entraîné une modification d'état d'esprit du milieu : la perception du devenir professionnel et social des étudiants se trouvait modifiée par l'évolution en cours ; aux projets professionnels traditionnels, à savoir l'entrée dans la bourgeoisie, ou la confirmation d'un statut social privilégié, le milieu étudiant substitue le mythe de la carrière et de la responsabilité du technocrate ; l'introduction d'une nouvelle mentalité se trouvait également favorisée par le statut actuel de l'étudiant : irresponsable et passif, celui-ci perçoit d'autant plus aisément son avenir sur un mode mystifiant.

A partir de cette double analyse d'une part de la fonction de l'université, d'autre part du champ d'intervention du mouvement étudiant, était déterminée la fonction de ce qu'on appelait alors le syndicat étudiant. Le syndicat étudiant avait pour fonction, disions nous la transformation démocratique de l'Université dans le sens du développement des forces productives et la prise de conscience politique des étudiants. Cela voulait dire d'abord que la lutte pour la démocratisation de l'Université ne se limitait pas à une intervention sur l'élargissement social de son recrutement mais sur une amélioration quantitative de l'état de fait ; les objectifs de la lutte devaient se situer là-même où se jouait la transformation de l'université à savoir son changement de fonc-

.../...

tion nécessité par le développement des forces productives. D'où la nécessité d'agir sur le développement et le contrôle de la recherche, sur les transformations structurelles pédagogiques et de contenu, sur l'acquisition d'une véritable formation professionnelle et sur le développement de l'éducation permanente, sur la reconnaissance de l'utilité sociale du travail étudiant. Le syndicat étudiant devait également viser à la prise de conscience politique des étudiants ; l'on pensait que c'était à travers une pratique militante que les étudiants pouvaient prendre conscience des déterminations économiques, idéologiques et politiques qui pèsent sur l'université et donc sur la nature du préalable politique auquel est soumise une véritable démocratisation ; cette prise de conscience politique passait également à travers la solidarité aux mouvements de libération dans le monde, par une intervention sur toutes les activités des étudiants, par une action coordonnée avec certains mouvements de Jeunes. Les limites de la fonction du syndicat résidaient dans :

- 1°/ - sur l'idéologie pesant sur le milieu (idéologie qui conditionne étroitement l'étudiant),
- 2°/ - sur le fait que le rapport des forces n'était pas favorable au mouvement ("un rapport de forces favorable n'est pas envisageable dans l'immédiat sur l'aspect fondamental de notre orientation : la réforme des structures universitaires et le contrôle de celles-ci par les intéressés").

La nécessité d'un relai politique, inexistant, impliquait également certaines limites au mouvement.

Cette orientation, dont nous avons jugé indispensable de rappeler les grandes lignes parce qu'elle a guidé notre action tout au cours des mois écoulés, cette orientation reposait sur une analyse de l'université à peu près acceptable ; il est vrai par contre qu'elle était suivie d'un catalogue revendicatif, assez faible politiquement. Disons que la ligne ainsi adoptée était ambiguë quant aux interventions auxquelles elle pouvait donner lieu. Nous verrons comment ces virtualités positives (action avec les enseignants, action sur les structures même de l'enseignement, action sur la finalité de l'enseignement) ont été développées ; nous verrons également comment ces aspects négatifs ont été remis en cause au cours du développement même des luttes. Pour conclure sur cet examen, ajoutons, et reconnaissons que ce texte était l'apogée par ailleurs de la théorie des contre-pouvoirs, des objectifs intermédiaires, et que l'analyse de la fonction productive de l'université y était encore faible.

Le congrès de Lyon c'était aussi, bien entendu, un ensemble de mandats qui tous, y compris la manifestation centrale, ont été pratiquement remplis.

- : -

.../...

Après le congrès de Lyon, le mouvement, et nous le montrons a fait figure de force en pleine décomposition, livré a des pressions inadmissibles se situant déjà comme des forces de dissociation du mouvement. Pourtant parce que nous n'avons pas, à la différence de nombreux nos prédécesseurs, réalisé notre projet politique en quelques mois, parce que, à la base, les militants ont travaillé malgré les difficultés, petit à petit ont été posés les jalons qui ont été les facteurs, ou du moins des facteurs, du développement du mouvement en Mai. C'est pourquoi, dans ce rapport, il nous semble indispensable, avant de présenter les éléments destinés à alimenter la réflexion du congrès sur les problèmes essentiels qui se posent à nous aujourd'hui, problèmes qui ont été délimités lors de la dernière réunion des responsables locaux, il nous semble nécessaire de faire un bilan de ce qu'a été l'action du mouvement et de ce qu'a été notre action d'une part avant le mois de Mai d'autre part pendant les mois de Mai et de Juin et enfin du mois de juillet au mois de décembre. Nous axerons cette analyse de la vie du mouvement principalement sur les grandes lignes qui ont guidé notre action et d'autre part sur le rôle qu'a joué tout au cours de ces mois l'organisation du mouvement étudiant, en tenant compte bien entendu de sa situation, à savoir l'U.N.E.F. Nous ne pensons pas que l'U.N.E.F. ait été la seule organisation à jouer un rôle dans ce mouvement, nous pensons qu'elle a joué un rôle important et qu'il faut aussi bien voir en quoi son intervention a été positive que négative, c'est pourquoi ce rapport comporte une part importante de critiques ; et c'est pourquoi aussi cette critique déborde largement le cadre de l'U.N.E.F.

- : -

.../...

LE MOUVEMENT ETUDIANT AVANT MAI

I - Le premier point à souligner en ce qui concerne cette période, c'est que contrairement aux mois précédents, les étudiants étaient mobilisables. Rappelons dès la rentrée universitaire, la grève de Nanterre, la manifestation du 9 novembre, la campagne d'action de décembre en commun avec les organisations syndicales, campagne menée contre les ordonnances et en ce qui concernait l'Université, contre la réforme Fouchet. On peut certes épiloguer sur les mots d'ordre d'une manifestation comme celle du 9 novembre, il n'en reste pas moins que pour la première fois depuis longtemps l'U.N.E.F. avait pu mobiliser, à son appel, des milliers d'étudiants.

Au second trimestre ce sont les campagnes du 14 février dans les cités universitaires, du 21 février, journées de lutte contre l'imperialisme et consacrées cette année à la victoire du peuple vietnamien, du 14 mars, journée au cours de laquelle était faite la liaison entre d'une part l'action qui avait été menée sur les campus et d'autre part la lutte globale de tous les étudiants contre la réforme Fouchet, campagne enfin des 27, 28 et 29 mars contre les projets Peyrefitte de secondarisation du premier cycle, de spécialisation des facultés, campagne au cours de laquelle était remise en cause la finalité même de l'enseignement et au cours de laquelle une journée était plus spécialement consacrée au problème des implantations universitaires (le 29 mars).

Cet état de fait donc que, sans toucher vraiment la masse des étudiants, sinon en ce qui concerne la lutte dans les campus et dans les cités universitaires, du moins les actions touchèrent-elles un grand nombre d'étudiants. La comparaison avec la mobilisation de l'année précédente est aisée, si l'on se souvient qu'en 1967, en mars, sur les thèmes en gros analogues aux thèmes mis en avant cette année, trois cents étudiants seulement s'étaient retrouvés devant le CO.PAR alors que cette année c'est plus de 5 000 étudiants qui sont partis manifester devant le ministère de l'Education Nationale.

Donc pendant toute l'année la mobilisation était latente dans le milieu étudiant ; mais pendant toute l'année aussi, c'est vrai, il existait un blocage qui empêchait cette mobilisation de prendre toute l'ampleur que l'on pouvait attendre. Ce blocage tenait certes à l'absence de la situation politique générale, à l'absence de débouchés politiques clairement définis, au fait que depuis longtemps la mobilisation, la revendication, l'action n'avaient pas porté de fruits. Mais ce blocage tenait également à l'action paralysante d'un certain nombre de groupes politiques. On reviendra sur ce point lorsqu'il faudra faire l'analyse de la situation interne du mouvement ; mais disons dès maintenant que la plupart des groupes politiques cherchaient surtout, à travers l'action menée, des moyens et des possibilités de récupération militante et politique pour leur propre organisation. Que l'on se rappelle la journée du 9 novembre et la façon dont les différents groupes politiques ont essayé d'en retirer le bénéfice.

.../...

Donc la population étudiante était mobilisable, et cette mobilisation, il est important de le souligner pour la suite, se faisait dans un contexte nouveau, et sous des formes d'affrontement nouvelles : le 9 novembre les étudiants avaient été au contact de la police, le 7 février le premier affrontement réel se produisait, dans le quartier de Maubert ; alors que le 9 novembre la majorité des groupes politiques, des militants politiques, étaient contre l'affrontement, le 7 février cet affrontement fût loin d'être rejeté par les camarades Marxistes léninistes. Le 21 février, si la manifestation fût calme, ce fût par suite de l'absence de la police ; mais dès le mois de mars avec l'action contre les locaux de l'American Express, des formes d'action et de mobilisation plus radicales étaient mises en avant et étaient pratiquées : nul doute qu'elles ne préfiguraient ce qu'allait être l'évolution des événements ; nul doute qu'elles ont eu sur le comportement de nombreux militants et de nombreux étudiants un effet indéniable.

II - Dans le renouveau de la mobilisation, il est certain que la mise en valeur de la lutte idéologique et de la nécessité de la solidarité au mouvement étranger en lutte, aux peuples combattant l'exploitation, a joué un grand rôle. Le 21 février ce fût la manifestation la plus importante avant mai, 7 000 étudiants et travailleurs manifestaient. En avril, plusieurs manifestations de solidarité sont organisées dans un temps record d'une part avec les étudiants allemands (attentat contre Rudi Dutschke) d'autre part, avec le peuple grec (protestation à l'occasion de l'anniversaire du putsch militaire).

Les événements qui s'étaient produits l'année précédente, en Allemagne, en Italie, étaient suivis avec attention par l'ensemble des étudiants qui devaient en tirer des leçons pour leur propre combat.

III - En troisième lieu il faut souligner, au cours de ces mois, une relance de l'action sur le terrain universitaire. Cette relance commence d'abord par la campagne des 10 et 11 décembre. Cette campagne se faisait essentiellement sur deux thèmes généraux, d'une part la lutte contre la réforme Fouchet, lutte contre la distinction cycle long, cycle court, lutte au niveau des structures des méthodes et du contenu de l'enseignement, lutte également sur les moyens de la réforme ; le deuxième thème était celui de la lutte commune avec les travailleurs contre les ordonnances ; d'où la manifestation inter-syndicale du 11 décembre.

L'Assemblée générale du 14 janvier, estimant qu'il était impossible dans la situation actuelle, d'envisager une campagne nationale sur la réforme Fouchet avait voulu privilégier les campagnes par secteur, laissant pour la suite, si cela s'avérait possible, libre la décision d'une campagne nationale. C'est dans cette optique que furent tentées un certain nombre d'actions au niveau des différentes disciplines et des différents secteurs. L'action la plus marquante fut sans aucun doute celle des techniciens supérieurs pour qui la remise en cause du fonctionnement, la mise à jour des relations entre l'enseignement et l'économie

.../...

étaient des thèmes facilement perceptibles par la masse des étudiants.

Au milieu de février la campagne campus, qui avait été décidée par l'assemblée générale de janvier permit, à travers l'action sur ce secteur bien déterminé, de poser un certain nombre de problèmes idéologiques et politiques généraux ; l'extension qu'elle connut, puisque à la surprise de tout le monde elle fût massivement suivie dans toutes les villes universitaires, mit en valeur deux éléments. Le premier, c'est que dans un secteur comme dans le secteur des cités, peuvent être menées des luttes de masse ayant une signification politique, et que ces luttes de masse étaient rendues possible à travers le dévoilement idéologique de l'institution dans laquelle se meuvent les étudiants ; le deuxième c'est que la mobilisation de masse était réellement possible, à partir du moment où elle se faisait sur des terrains sensibles aux étudiants.

Dans la journée nationale du 14 mars qui avait élargi les luttes des campus et cités universitaires, la lutte de l'ensemble des étudiants contre la réforme Fouchet, élargissement qui avait été rendu possible parce que dans les thèmes mêmes des actions mis en avant sur les campus et cités universitaires, figuraient déjà les éléments d'une action certes localisée mais restituant des problèmes particuliers de ce secteur dans l'ensemble des problèmes universitaires.

Cette campagne qui devait durer 3 jours portait sur un certain nombre de thèmes bien particuliers : division licence maîtrise, secondarisation des premiers cycles, spécialités des facultés ; elle posait en préalable la nécessité d'aborder le problème même de la finalité de l'enseignement supérieur. Les formes d'action qui étaient proposées devaient être assez nouvelles : occupation des locaux universitaires, tenues de constituantes publiques dans toutes les facultés... Ces actions ne furent pratiquement pas menées, si bien que ce qui apparut le plus, et en particulier au niveau parisien, ce fût la journée du 29 mars axée sur les implantations universitaires ; au cours de cette journée nous voulions que ces problèmes d'implantation soient reliés au problème même du devenir de l'Université ; mais le fait que cette journée fût une journée inter-syndicale aboutit à mettre en fait en valeur la revendication nécessaire pour l'enseignement d'un certain nombre de moyens.

Les luttes les plus significatives de cette période nous paraissent être d'une part la lutte sur les campus et d'autre part les luttes des techniciens supérieurs et des élèves des instituts universitaires de technologie. Ce sont en effet les luttes qui ont été les mieux menées, sur des objectifs politiquement assez clairs. Ces luttes préfigurent d'ailleurs celles, y compris quant aux mots d'ordre et quant aux formes d'action, qui se dérouleront pendant les mois de mai et de juin, Dans les deux cas c'est le problème de la fonction

.../...

même de l'université qui avait été posé, c'est d'ailleurs la lutte dans les campus universitaires, jointe à la lutte anti-impérialiste qui devaient provoquer l'apparition du mouvement de Nanterre pendant le mois de mars.

Le mouvement, dit mouvement du 22 mars, est né en effet d'une part des prolongements de l'action dans les cités universitaires, et d'autre part de la réaction provoquée à la suite de l'arrestation d'un certain nombre de militants, arrestation liée à l'attentat contre les locaux de l'American Express. L'intérêt de ce mouvement du 22 mars fut essentiel dans la mesure où jusque là la plupart des militants politiques s'étaient refusés à intervenir dans l'université et sur l'université ; le Mouvement du 22 mars est intervenu lui dans l'Université et sur l'Université même à travers son fonctionnement, à travers son contenu ; il a ainsi ouvert au mouvement étudiant d'une part des perspectives d'action qui jusque là avaient été négligées, et d'autre part des formes d'action nouvelles, susceptibles de rompre avec la monotonie et avec l'inefficacité des formes d'action traditionnelles c'est là son grand intérêt.

IV - Cette période se caractérise également par la mise en pratique pour la première fois de la liaison du mouvement étudiant avec la fraction progressiste des enseignants. Cette liaison, cela va de soi, ne fût rendue possible que parce que, lors de son dernier congrès, le SneSup s'était donné une majorité qui entendait collaborer avec le mouvement étudiant et posait les problèmes politiques de l'Université dans des termes relativement semblables. Rappelons qu'au mois de septembre une rencontre entre les bureaux nationaux de l'U.N.E.F. et du SneSup aboutit à la décision d'une campagne commune, campagne cherchant à aboutir à l'éclatement du plan Fouchet de l'intérieur (en particulier au niveau de la division licence/maîtrise).

Cette liaison n'était pas considérée seulement comme une liaison entre des responsables nationaux, mais comme une liaison à tous les niveaux et sur tous les lieux de travail, à la base ; dans de nombreuses villes : à Strasbourg, à Montpellier à Caen, ... et même dans certains instituts de la Sorbonne cette liaison fût réelle et parfois efficace. D'ailleurs, à Nanterre, dès les mois de septembre et octobre, le premier mouvement de l'année universitaire, avec sa grève prolongée, avait été mené en commun par les étudiants et par la section du Snesup ; le point de départ avait été la section de Sciences Humaines et l'attitude du groupe enseignant du SneSup de cette section fût déterminante.

Le 9 novembre, les 10 et 11 décembre, les actions furent également des actions communes.

Ne nous cachons pas ce qui dans ce travail pouvait être équivoque : le point d'impact était pour une part pédagogique (portant sur les méthodes d'enseignement) ; et était pour une autre part structurel

.../...

(action contre des structures du plan Fouchet) ; il était aussi quantitatif (action du 29 mars). Ce travail ne remettait guère en cause la relation étudiant/enseignant ; dans de rares endroits il permit une critique idéologique de l'enseignement, du statut de l'Université (à Lyon) ; dans la plupart du temps la jonction était une jonction peu politique.

D'ailleurs l'action avait ses limites également quant aux moyens mêmes, puisque c'est par un refus que la Commission Administrative du SneSup répondit à la proposition de l'U.N.E.F. d'une semaine de grève début Mai. Donc la liaison avec la fraction progressiste des enseignants avait ses limites, avait ses ambiguïtés ; il fallu d'ailleurs la corriger en cours même d'année pour éviter une certaine tendance soit au corporatisme, soit au paternalisme de la part des enseignants.

Il n'en reste pas moins que l'unité d'action des enseignants sur les positions des étudiants qui s'est faite en même temps n'a été rendue possible que par l'unité d'action pendant toute l'année.

V - On ne saurait non plus faire un bilan un peu complet de l'action de cette période sans souligner les difficultés que nous avons connues pour réaliser la liaison entre les étudiants et les travailleurs. Le seul type de rapports existant était celui issu des relations inter-syndicales. C'est l'existence d'un inter-syndicalisme, rassemblant d'une part les organisations syndicales de la classe ouvrière, et d'autre part l'organisation des étudiants qui rendit possible une manifestation comme celle du 11 décembre et qui fit qu'à différents niveaux sur le problème de la sécurité sociale, ou dans une moindre mesure sur le problème de l'emploi, il y eut action commune. Donc la jonction avec les syndicats était une jonction constante.

Mais cette jonction constante était peu efficace dans la mesure où les forces syndicales en restaient à des actions traditionnelles. Le mouvement étudiant était d'ailleurs bien conscient des limites de cet inter-syndicalisme puisque déjà au mois de décembre les discussions avaient été nombreuses sur l'utilité de participer aux journées d'action des travailleurs ; au mois d'avril d'ailleurs, les organisations syndicales en restaient aux journées d'action par branche. Il faut avouer qu'à ce moment là, si nos propositions ont été faites au syndicat pour poser les problèmes plus fondamentaux comme ceux de la formation professionnelle comme ceux de l'emploi et du chômage, ces propositions ne recevaient guère de suite.

Certes il y avait eu Caen, Le Mans, Schwartz-Haumont, manifestation ouvrière, partie de la base, et ayant une signification politique réelle ; mais le blocage de l'ensemble des organisations ouvrières pour le développement de telles manifestations était si évident que celles-ci ne paraissaient pas dans l'immédiat ouvrir de grandes perspectives. Bien sûr, par leur caractère, par leur fond politique, par les revendications mises en avant, par les formes de mobilisation, ces actions montraient d'une part les crises profondes du système économique et d'autre part une volonté toute aussi profonde et réelle

.../...

des travailleurs de lutter. Mais l'incapacité des organisations à sortir de leur schéma traditionnel ne pouvait déboucher véritablement sur les problèmes essentiels. C'est à partir de cette incapacité à donner à la lutte toute sa dimension que nombreux sont ceux qui à ce moment ont ressenti la nécessité de faire porter la bataille du maillon le plus faible, à savoir le terrain universitaire. Mais avouons que, si cette constatation existait à l'état plus ou moins diffus chez beaucoup, elle n'a donné lieu à une théorisation qu'à partir du mois de mars.

Pour conclure sur ce point disons que, malgré ses limites, cet inter-syndicalisme ne fût pas inutile ; que sans lui une manifestation comme celle du 13 mai n'aurait sans doute pas eu lieu ; que sans le travail que nous avons cherché à réaliser sur ce terrain, les problèmes universitaires n'auraient pas été étendus aussi rapidement à l'ensemble des problèmes économiques et politiques, et aussi naturellement.

VI - Si le milieu étudiant était apparu comme mobilisable, si l'année universitaire, contrairement à celle qui l'avait précédée, avait vu le redémarrage d'un certain nombre de luttes, si en particulier au niveau de la liaison avec les enseignants, au niveau de la lutte idéologique, des pas positifs avaient été faits, il n'en reste pas moins qu'à la veille du mois de Mai le Mouvement Etudiant apparaissait comme étant dans un état de dégénérescence et de décomposition avancées.

Déjà dans son rapport pour l'Assemblée Générale des 13 et 14 janvier 1968. le Bureau National à travers l'examen de la façon dont certaines AGE avaient dérivé la signification politique de la campagne de décembre, et malgré sa volonté de renouer le contact avec les AGE de province et avec les Corpos, soulignait le retranchement des AGE dans leur tour d'ivoire ; déjà nous avons souligné le fait que les instances du mouvement avaient pris l'aspect permanent d'une foire d'empoigne que l'on qualifiait de politique, facilement, pour mieux cacher ses propres faiblesses, pour mieux masquer son incapacité dans la majorité des cas à faire état d'une pratique. Déjà nous avons souligné qu'il était impossible pour le mouvement d'avoir une action efficace si les différentes AGE refusaient ne serait-ce même qu'une simple coordination. L'évolution de l'organisation au cours des mois qui ont suivi cette assemblée n'a pas été marquée par une amélioration, bien au contraire ; non seulement les AGE qui avaient suivi l'AGE de Lille et de St-Etienne lors du congrès de Lyon poursuivaient leur politique d'indépendance totale vis-à-vis du reste du Mouvement, mais encore d'autres AGE, d'autres militants, avaient dans le mouvement des pratiques essentiellement de nature physique : on en était arrivé d'ailleurs au point que lors de la section Mutuelle de Paris, lors des 2 dernières assemblées générales de l'U.N.E.F., ces militants entendaient régler les problèmes non par un débat politique mais par usage de la force. C'est dans la volonté de mettre un coup d'arrêt à ces pratiques qu'il faut voir le déroulement de l'Assemblée Générale de Mars, qui a été discutable politiquement, mais n'en a pas moins marqué

.../...

la nécessité de mettre fin dans le mouvement à ces pratiques sans que pour autant cela aboutisse avec d'aucuns qui l'ont proposé maintes et maintes fois, à un accord politique.

Il faut souligner un certain décalage entre d'une part ce que pouvaient être les instances du mouvement dites délibératives, et d'autre part la pratique à la base. C'est au moment où le travail à la base redémarrait que les instances du mouvement se tenaient dans des conditions telles qu'on pouvait se demander s'il ne valait pas mieux ne pas les réunir.

Soulignons toutefois que dans le creux même du mouvement il y a toujours eu dans la plupart des cas des structures militantes à la base, AGE ou Corpsos. Ceci est juste il est vrai pour la province, et ne l'est en aucune façon sur Paris (ce qui posait d'ailleurs le problème aussi bien d'une direction nationale que d'une coordination parisienne). Le Seul support du mouvement pendant cette période, celui qui lui garda une certaine cohésion, est effectivement celui qui est constitué par l'organisation politique ayant depuis deux ans investi la totalité de ses militants au niveau de l'organisation de masse. Ces militants avaient une vieille formation syndicale (ils avaient d'ailleurs parfois pris l'engagement politique que l'on sait à la suite de cet engagement syndical) ; mais parce que justement ils avaient dans le mouvement une vieille activité, s'ils assuraient une certaine cohésion et le maintien de l'organisation, ils restaient prisonniers de certains schémas théoriques et de formes organisationnelles, surtout ils ne voyaient pas comment opérer le déblocage de la situation.

Dans une certaine mesure, le mouvement de Mai allait permettre de poser sous un jour nouveau les termes du problème.

- : -

Voilà donc les grandes lignes de l'U.N.E.F. depuis le congrès de Lyon à la période du moi de Mai. Pendant toute cette période l'action de l'U.N.E.F. fût certes limitée certes critiquable ; il n'en reste pas moins que par suite de cette action un certain nombre de jalons avaient été posés, qui ont permis dès les 4 et 5 mai de souligner les problèmes fondamentaux en avançant deux thèmes essentiels :

- 1°/ - la nécessité de poser le problème politique en sortant du cadre de l'Université,
- 2°/ - l'appel à la solidarité des travailleurs.

En plus, le maintien de l'organisation permit la transmission de la lutte parisienne immédiatement à l'ensemble des autres villes ; et par suite

.../...

des manifestations de soutien à l'U.N.E.F., la solidarité sur le plan international.

MAI - JUIN LE "MOUVEMENT"

- : -

Il n'est pas question ici de vouloir faire une nouvelle (ou la première) histoire du mouvement. Ce que nous voulons simplement c'est faire ici l'analyse, au cours des différentes périodes du Mouvement, des thèmes, des objectifs que l'UNEF a pu mettre en avant par rapport à la situation d'ensemble, voir aussi quel est le rôle qui a été joué à ce moment là par l'UNEF.

1°/ Le 3 mai au soir, contre l'avis de ce qu'on devait appeler tous les groupuscules, l'UNEF maintient son mot d'ordre de manifestation pour le lundi 6 mai. Le lendemain, elle lance, également contre l'avis de tous ces groupuscules - à part la F.E.R., reconnaissons-le, le mot d'ordre de grève générale. Il faut savoir en effet que ce soir là les différentes organisations envisageant la possibilité de récupérer un certain nombre de militants, de récupérer un certain potentiel militant refusaient toute possibilité de coordination, mais, incapables de s'entendre (elles l'avaient déjà montré lors de la seconde manifestation sur Rudi Dutschke), laissaient sur ce plan, de fait, l'initiative au mouvement de masse, à l'UNEF. Serait-ce que ces organisations ne croient pas à l'existence et à la possibilité d'un mouvement de masse puisque, mettant perpétuellement l'accent sur la récupération, ou sur le danger que d'autres, à savoir l'UNEF, pourraient représenter dans une tentative de récupération qui ne serait pas la leur ; cette attitude était après tout logique ; ayant dédaigné avant mai l'action de masse sur le terrain universitaire, pour porter leurs efforts sur d'autres domaines - l'impérialisme, le Viet-Nam, ces organisations ne pouvaient supporter un certain nombre de responsabilités, elles ne pouvaient mettre l'accent sur les responsabilités qui incombaient au mouvement de masse tel qu'il était (et non tel qu'on souhaitait qu'il fût) ; de là résultait, et on l'a vu pendant le mouvement, et on le voit encore aujourd'hui, le risque d'atomisation du mouvement étudiant.

En ce qui concerne également l'évolution du Mouvement, il faut souligner, bien entendu, que nous ne parlons pas dans ces grandes phases d'un mouvement qui serait uniquement le fait des étudiants puisque, en ce qui concerne dans de nombreux cas les lycéens, puisque en ce qui concerne également certains enseignants ils se sont placés indistinctement dans le même combat et sur le même terrain que les étudiants.

2°/ Jusqu'au 8 mai, la période se caractérise par une extension des luttes et l'UNEF joue le rôle de résonateur national parce que, dès le 4 mai, elle lance le mot d'ordre de grève générale. Le problème posé était donc à ce moment celui de l'importance de la mobilisation et, dès ce moment, le mot d'ordre mis en avant était celui de l'extension des luttes hors de l'université, leitmotiv constant qui revenait dans toutes les déclarations ; la seule centrale syndicale à y avoir répondu est la FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE dans la mesure où une partie des en-

.../...

seignants, dans la mesure où les lycéens, dans la mesure où les étudiants se trouvaient directement engagés. Ce mot d'ordre, il est vrai, donnait lieu à un certain nombre d'actions critiquables, et que nous avons critiquées : ainsi le meeting tenu à la Halle aux Vins le mercredi soir, 8 mai, correspondait, ce fût flagrant, à une conception dépassée de la liaison entre les étudiants et les travailleurs. Ce meeting, joint d'ailleurs à la dispersion du cortège faisant suite au meeting, devait causer, par notre tort, un certain trouble dans le mouvement.

Toutefois, parce que les objectifs des manifestations étaient suffisamment clairs, parce qu'ils correspondaient tout naturellement à la situation d'alors, la mobilisation allait sans cesse croissante. Ceci était d'ailleurs facilité par le fait que les différentes organisations politiques ont eu au cours de cette période une attitude convergente et positive (FER, JCR, 22 MARS, PCMLF), à l'exception de l'UNION DES ÉTUDIANTS COMMUNISTES dont les militants à l'U.N.E.F. refusèrent de donner le mot d'ordre de grève, ce qui les entraîna à être désavoués par la base.

3°/ Avec les manifestations de la nuit du 10 au 11 mai et du 13 mai, on aborde la phase victorieuse du mouvement, avec la solidarité étudiants / travailleurs ; l'UNEF est alors reconnue comme la seule organisation responsable à l'extérieur ; c'est également le moment où les révisionnistes se rallient au mouvement et opèrent en vain une tentative de récupération.

Avec Gay Lussac, on aborde en effet un tournant décisif. Les mots d'ordres mis en avant à ce moment sont peu activistes. Il s'agit de rester autour de la Sorbonne et d'occuper le Quartier Latin (les étudiants étaient prêts) jusqu'à ce que les camarades emprisonnés soient libérés, jusqu'à ce que les facultés soient rouvertes et les forces de police parties du quartier universitaire. Un certain nombre de tentatives (Geismar) ont lieu pour éviter l'affrontement mais cet affrontement n'est pas redouté. A l'exception des militants de la FER et de l'UEC, l'ensemble des autres étudiants et des autres militants accepte la possibilité de l'affrontement. C'est le moment où l'on comprend que ce qui compte, c'est le rapport des forces ; c'est à ce moment qu'on comprend aussi, et le mouvement en apportera maintes fois la preuve, qu'il y a des objectifs dont on peut faire plus que de les revendiquer, on peut les imposer. La leçon apportée par le Mouvement du 22 Mars a été tirée.

Cette manifestation est une manifestation capitale : elle entraîne un recul du gaullisme ; elle est lourde de conséquences, aujourd'hui encore : les étudiants croient désormais à la possibilité et à l'utilité de luttes de masses ; jointe à la manifestation du 13 mai, elle provoque, en mai 1968, l'éclosion d'un mouvement ouvrier sans précédent.

.../...

A la suite de cette manifestation, l'opinion se retourne, le pouvoir recule, et la journée "de protestations" inter-syndicale prévue pour le 14 se transforme en journée nationale de grève, le lundi 13, jour anniversaire de la prise du pouvoir par de Gaulle. Le 13 mai éclate ouvertement la contradiction entre d'une part la puissance de la manifestation (et pas seulement à Paris) et d'autre part son côté enterrement. Mais la puissance de cette manifestation, la volonté de la base de poursuivre la lutte, entraîne le mouvement ouvrier. C'est pourquoi nous pensons que cette manifestation inter-syndicale, rendue possible par tous les rapports qui avaient existé auparavant, rendue possible aussi par l'existence de l'U.N.E.F., a été capitale. Ajoutons que pendant toute cette période, contrairement à beaucoup, malgré des pressions, nous n'avons pas voulu lâcher. Pendant ces journées, le mouvement a eu plus que par la suite une direction.

Le soir même du 13, l'occupation des facultés (Sorbonne) relance le mouvement.

4°/ La phase suivante, du 13 mai à la fin du mois de mai, est essentiellement la phase ouvrière ; c'est l'occupation des usines par les travailleurs, c'est l'occupation des facultés par les étudiants. Le mot d'ordre d'occupation des facultés correspondait à la nécessité, pour le mouvement, au lendemain même de la manifestation du 13 mai, de rendre la grève active. Dans les universités, on pose les problèmes du pouvoir, on ouvre les discussions politiques, mais également on se penche sur le problème universitaire. C'est la période où se créent de nombreuses commissions de travail dans les facultés, c'est la période où se manifeste, et où se développe dans les facultés, un courant réformiste, alors que l'UNEF cherche à radicaliser les luttes. Rappelons-nous que les discussions sur les problèmes de l'Université commencent alors par un débat sur les examens, leurs modalités ; si, dans le contexte, ces travaux de recherches n'étaient pas profondément réformistes, il n'en reste pas moins que de nombreux mouvements, y compris et particulièrement des mouvements de Droite, cherchent alors à récupérer le mouvement ; leur travail est facilité par le fait que, à partir du déclenchement de la grève ouvrière, les éléments étudiants les plus politiquement conscients ne pensent qu'à une chose, désertier le terrain universitaire, combattre aux côtés des travailleurs : c'est ainsi que, dans de nombreuses facultés, des commissions "luttes étudiantes/luttes ouvrières" fonctionnent presque totalement indépendamment des autres commissions et des autres groupes.

C'est la phase la plus spontanéiste du mouvement, celle pendant laquelle se créent des comités d'action étudiants/travailleurs. L'U.N.E.F. n'est pas insensible aux courants qui se développent ailleurs : c'est le moment où, particulièrement à Paris, beaucoup pensent qu'il est nécessaire de la liquider. Tous les groupes politiques étudiants sont contre l'UNEF ; lors de la manifestation devant la gare de Lyon, c'est contre la volonté de beaucoup que l'U.N.E.F. lance le mot d'ordre, avec les comités d'action Etudiants/travailleurs, d'appel à la manifestation. Mais le lendemain, quant à la suite du discours du

.../...

ministre de l'Intérieur interdisant toute manifestation on ne sait plus que faire, c'est l'UNEF, seule contre tout le monde, qui relance l'action avec Charléty. Le but de la manifestation était d'empêcher que, pendant le samedi et le dimanche, ne se produisent un certain nombre de manifestations spontanées, dont tout laissait croire qu'elles seraient réprimées sauvagement et durement. La manifestation de Charléty, que rejoignent tous les participants aux manifestations isolées de la C.G.T., qui se déroule au moment où les travailleurs refusent les accords conclus entre les organisations syndicales et le patronat, relance une nouvelle fois l'action ; il faut reconnaître que, lorsque le mot d'ordre a été lancé, personne ne croyait à l'importance que pourrait avoir cette manifestation. Donc à ce moment l'UNEF organise une manifestation, et donne au mouvement de mai ses mots d'ordre.

C'est un fait que l'U.N.E.F. n'a pas la direction effective du mouvement ; du moins l'unifie-t-elle. C'est le sens qu'il faut donner à la publication du tract (le 17 mai) : "L'UNEF propose", tract qui propose au mouvement quatre terrains d'action, quatre mots d'ordre d'une part dans l'université, d'autre part l'extension de la lutte à tous les secteurs idéologiques, enfin la liaison des luttes étudiantes et des luttes ouvrières. Ce tract avance également un certain nombre d'éléments d'action concernant les examens, les libertés politiques et syndicales, la sélection, les actions à mener dans l'immédiat, l'information sur la liaison étudiants/travailleurs. Ce tract, présenté avec les représentants d'une quinzaine d'associations générales d'étudiants ou de comités, avançait donc des mots d'ordre unificateurs plutôt que des consignes ; mais sur les quatre points qu'il mettait en avant, l'ensemble des facultés pouvait se retrouver. Donc, sans avoir la direction des luttes, l'U.N.E.F. les unifiait et leur donnait l'ampleur nécessaire. C'était après tout son rôle ; pouvait-elle faire mieux ?

On pouvait penser à Charléty que tout était prêt. Mais aucune organisation politique n'était capable d'offrir au mouvement les débouchés et de lui ouvrir les perspectives qui lui auraient permis d'aller plus loin. Si décemment certaines d'entre elles en étaient à l'évidence incapables, d'autres ont lourdement faibli à ce moment, et particulièrement le P.S.U., empêtré dans une double opération : l'une consistant à mettre en avant les éléments d'un programme de transition, l'autre consistant, y compris après le discours du général de Gaulle, à lancer des mots d'ordre sans rapport avec la situation créée par l'allocation du chef de l'Etat, la manifestation des Champs Elysées, l'acceptation par les forces politiques des élections. D'où la phase suivante, phase de défaite, à laquelle a contribué l'U.N.E.F.

En effet, nul ne peut dire aujourd'hui quelle importance exacte a eu le refus par l'UNEF de s'associer à la manifestation organisée par la C.G.T. le 29 mai. Si on ne peut pas apprécier précisément les conséquences de ce refus, il reste cependant qu'il a considérablement limité l'importance de la riposte ouvrière de ce jour. C'est parce que nous avons sous-estimé le degré de combativité des travailleurs, parce que nous avons pensé que cette manifestation ne serait que la répétition

.../...

des manifestations précédentes du 1er et du 13 mai (cortège étudiant isolé, fractionné, par le service d'ordre de la C.G.T.), dont les mots d'ordre restaient sans impact sur la grande masse de la manifestation, c'est pour toutes ces raisons que nous avons refusé d'appeler ce jour là. Ce fût sans doute une des erreurs les plus graves que nous ayons commises pendant le mouvement.

Pourtant, dans une déclaration (le 25 mai), après s'être déclarés solidaires de toutes les victimes des forces de répression, après avoir proposé de faire de la journée du 27 mai une grande journée nationale de manifestations, après avoir souligné que les luttes universitaires n'avaient de sens qu'en s'intégrant dans les luttes d'ensemble et que le gouvernement qui refusait de voir le sens de ce combat ne pouvait être un interlocuteur, nous proposons que l'université prenne en mains ses propres affaires, et nous demandions que soit consolidée, plus encore qu'auparavant, la liaison des luttes universitaires, des luttes ouvrières, des luttes paysannes. Pendant quelques jours, nous connûmes effectivement une phase de double pouvoir ; pendant ces journées, nous avons posé le problème de l'alternative au régime en termes socialistes ; là nous avons sous-estimé, malgré la vigueur des déclarations que nous pouvions faire, l'importance qu'avaient ces déclarations dans la masse des étudiants et des travailleurs. C'est cette sous-estimation qui nous conduisit à l'erreur ; d'autant plus facilement que la C.G.T., à ce moment, fit tout pour casser le nouvel élan du mouvement.

Avec les derniers jours de mai prend fin l'unité d'action avec les enseignants, et avec le mouvement ouvrier organisé.

5°/ Avec juin, c'est la phase de défaite du mouvement. Cette défaite est due d'abord au fait que tous les partis politiques, dans les heures qui suivent le discours du général de Gaulle, acceptent le jeu des élections. Le mouvement est d'ailleurs, quant à nous, incapable de comprendre l'importance de la réplique du 30 : rappelons-nous qu'une partie du mouvement voulait aller boycotter, avec presque les seuls étudiants, la manifestation des Champs Elysées ; de son côté le PSU, qui craignait de faire le jeu de la C.G.T., en était arrivé à douter de l'extension du mouvement de masse, lorsqu'au soir du 30 il appela à l'indépendance des communes et à l'occupation des mairies (mais il est obligé 2 jours après de "revirer" complètement de position).

Sur le terrain de l'Université, la défaite est relative ; en particulier les examens, contrairement à ce que voulait le pouvoir, ne se sont pas passés. C'est le moment du retour pour les étudiants sur le terrain presque exclusivement universitaire, puisque les organisations ouvrières ont refusé le 1er et le 2 d'envisager une riposte de masse, dans la rue, à la manifestation gaulliste (d'où la manifestation de Montparnasse, d'où les dernières barricades).

A ce moment, l'UNEF peut donner une explication de la situation mais ne peut pas avancer d'objectifs. Et pourtant, dans les facultés, les débats ont une tournure moins réformiste, dans la mesure où,

.../...

et c'est vrai dans la majorité des cas pour la province, les débats sur l'université ont une tournure particulièrement politique, dans la mesure où la liaison à la base se fait avec certains enseignants et avec de nombreux lycéens. Cette situation s'explique en partie par le fait que le Bureau National, qui avait été coupé de la province dans la plupart des cas et sauf à quelques grands moments, se trouve ou plutôt se laisse entièrement absorber par la situation parisienne (Flins, fermeture successive des différentes facultés).

Le seul mot d'ordre que nous sommes alors capables d'avancer est celui qui est relatif aux universités populaires. Il est vrai que ce mot d'ordre, par suite de l'écho qu'il devait rencontrer, qui avait été lancé sans qu'aucun contenu très précis ait été mis derrière, dut être approfondi et correspondait à une réalité certaine.

A ce moment, nous ne remplissons donc pas notre rôle de direction et très peu notre rôle de coordination.

- : -

Quelles sont les leçons essentielles que l'on peut tirer du mouvement, rapidement ? C'est d'abord l'importance de la lutte sur le terrain universitaire, par suite du débordement réel que cette lutte entraîne : la remise en cause de l'université est passée réellement par une remise en cause de la Société. D'où l'élargissement de la bataille d'abord limitée à une bataille pour le socialisme. D'où la transformation apparue nécessaire du syndicat en mouvement politique de masse. La nature même de l'intervention universitaire, des formes des luttes se trouve proposée : les actions sont plus radicalisées ; les actions ne cherchent pas une amélioration, mais provoquent avant tout une rupture dans l'état de fait ; les actions témoins, exemplaires, ont une importance considérable.

La mobilisation des masses étudiantes nécessite de nouveaux moyens ; il faut prévoir les structures de l'U.N.E.F. ; il faut envisager de nouveaux modes de travail. Une nouvelle vision de la liaison étudiants/travailleurs apparaît et le débat sur le relai de la classe ouvrière et sur le rôle du mouvement étudiant s'ouvre sur des conditions moins mythiques qu'auparavant.

Enfin, à l'extérieur de France, à l'étranger le mouvement français entraîne ou provoque le redémarrage de nombreuses luttes.

.../...

Ainsi à l'issue du mouvement se trouve posé d'une part le problème du rôle du mouvement étudiant, d'autre part le problème du cadre d'intervention du mouvement étudiant, et enfin le problème de ce que doit être, pour rendre efficace la réponse à ces deux premières questions, l'organisation du mouvement étudiant. C'est sur ces points que le congrès doit débattre. Nous avons avancé quelques éléments de discussion sur ce terrain, il nous faut pour compléter ce rapport d'activités, présenter l'action de l'U.N.E.F. de Juillet à Décembre.

LE MOUVEMENT ETUDIANT DE JUILLET A DECEMBRE

Les Assises de Grenoble montraient la volonté d'effort de synthèse ; elles devaient permettre le bilan du mouvement étudiant. Il faut regretter que les débats aient été rendus impossibles dans le fond à cause du blocage opéré par une organisation, pour laquelle on pouvait se demander si Mai avait changé ou avait influé un tant soit peu son analyse ; les séquelles de ce qu'avait été l'organisation du mouvement étudiant avant Mai reparaissaient. Si le débat a été pour le moins difficile, il n'a pas été cependant totalement inexistant : quant à ceux qui avaient réellement participé au mouvement de Mai, il y avait des terrains communs, même si sur la stratégie, sur les tactiques à suivre désormais, il pouvait y avoir divergence. Un certain nombre de principes généraux ont été avancés et l'accord d'un grand nombre de participants a pu se faire sur un texte qu'on a appelé "PROJET POUR UNE NOUVELLE CHARTE DE L'U.N.E.F." si le congrès compte aujourd'hui redébattre du contenu de ce texte ; il demeure cependant que si ont été affirmés un certain nombre de points en ce qui concerne la nature de l'U.N.E.F., en ce qui concerne le rôle de l'U.N.E.F., en ce qui concerne les moyens qu'entend mettre en avant l'U.N.E.F. pour jouer le rôle qui doit être le sien ; ce projet pour une nouvelle Charte de l'U.N.E.F. a joué, en particulier à la rentrée, un rôle important dans le débat politique préparatoire à ce congrès ; c'est sur la base des principes qui étaient contenus dans ce texte que le bureau national de l'U.N.E.F. a cherché à orienter son action.

Après les Assises de Grenoble le Mouvement étudiant se trouvait dans une période particulière : période de vacances certes, mais aussi période de continuation du travail. Dans beaucoup de cas, et entre autre au bureau national de l'U.N.E.F., les militants sont restés. Tandis que par différents moyens, universités populaires, équipes itinérantes, travail d'information..., les militants essayaient de maintenir la mobilisation, nous avons essayé de jouer un rôle minimum de coordination. Cela s'est manifesté à propos des universités populaires et cela s'est manifesté aussi pendant le mois d'août à l'occasion de l'intervention Russe en Tchécoslovaquie.

Dans un nouveau tract intitulé "L'U.N.E.F. PROPOSE", le bureau national de l'U.N.E.F. avançait un certain nombre d'éléments, d'une part en ce qui concernait l'action à avoir sur les libertés politiques et syndicales, contre la répression, sur les examens, sur les inscriptions, dans l'élaboration d'une plate-forme d'intervention, sur la liaison entre les étudiants et les travailleurs, sur l'implantation des nouvelles structures de base. Ce tract proposait, compte tenu de la situation, 6 objectifs pour le mouvement étudiant.

.../...

- 1°/ - Le respect des engagements contractés en Mai et Juin
- 2-/ - le respect des libertés politiques et syndicales à l'Université
- 3°/ - le refus de l'intégration et l'instauration d'un pouvoir de contrôle étudiant.
- 4°/ - La poursuite de la lutte contre l'université de classe
- 5°/ - le renforcement de la liaison avec les travailleurs
- 6°/ - élargissement international des luttes.

En ce qui concernait la situation, position était prise sur les examens, les inscriptions, les libertés politiques et syndicales, les organismes et les cogestions. Il n'était pas question de nous que l'U.N.E.F. accepte la co-gestion du système universitaire bourgeois. Le mouvement étudiant devait faire respecter les libertés politiques et syndicales ; il devait instaurer la liberté de l'information ; il devait faire respecter les modalités d'examen prévues, les engagements qui avaient été pris.

La rentrée s'est faite cette année dans des conditions particulières qui ont fait que le mouvement étudiant et que l'U.N.E.F. ne peut plus intervenir comme cela aurait été nécessaire. L'objectif de Faure fût, par delà la tentative d'intégration de ce qu'il appelle les étudiants réformistes la volonté de diviser le mouvement, volonté qui allait de pair avec celle du ministre de l'intérieur consistant à briser toute tentative de poursuite ou de renouveau du mouvement. Nous reviendrons plus tard sur la signification de la politique Edgar Faure. Elle a dans une certaine mesure guidé et déterminé le sens de notre intervention mais il est certain que les menaces de répression, réelles, ont pesé sur bon nombre de nos actions et de nos positions. Le mouvement cherchait les moyens de riposte à l'offensive gouvernementale ; il n'a pas réussi à les trouver et à les réaliser dans l'unité. A ce sujet nous tenons à expliquer notre position. D'une part en ce qui concernait l'action sur les examens et les inscriptions, d'autre part en ce qui concerne l'action dans le secteur international à savoir par rapport aux événements de Mexico et par rapport à l'affaire Sud-Vietnamienne. L'examen de ces questions, outre qu'il permet de rappeler quelle était l'analyse que nous faisons de la situation, permet également d'aborder la situation interne du mouvement dans l'ordre des derniers mois.

Les deux lignes directrices qui ont conduit notre attitude sont les suivantes : il fallait d'un côté poursuivre le mouvement entrepris, avancer dans la réalisation d'un certain nombre des objectifs qui avaient été mis en avant ; cela passait par la nécessité de faire respecter les engagements qui avaient été pris tant en ce qui concernait les modalités d'examen qu'en ce qui concernait l'organisation des études par exemple ; cela passait aussi par le fait que le mouvement pourrait imposer un certain nombre de ses objectifs dès la rentrée par la mobilisation de masse, soit en ce qui concerne les inscriptions (faire respecter leur liberté), soit en ce qui concerne le libre exercice des libertés politiques et syndicales dans l'université, soit en ce qui concerne les liaisons avec les travailleurs ou le soutien à la lutte de libération nationale des peuples opprimés dans l'ombre ; mais d'un

.../...

autre côté, cette action ne devait pas aller jusqu'à provoquer avec le pouvoir une épreuve de force sur un terrain défavorable et dans des conditions telles que nous en serions sortis perdants. D'où les positions que nous avons prises dès décembre sur les examens, positions qui consistaient à revendiquer le respect des engagements pris par les enseignants, en même temps d'ailleurs qu'une campagne devait être développée contre la sélection à travers l'examen et contre l'organisation passée des études (sans compter bien entendu que ces examens devaient se passer librement). Aussi nous préconisions l'intervention dès la rentrée universitaire même, sur les examens, sans toutefois rechercher à l'occasion de ces examens l'épreuve de force avec le pouvoir ; toutefois, il allait de soi que, puisque le pouvoir recherchait à faire de la façon dont se passeraient les examens un test politique en essayant de réintroduire les pratiques passées, le mouvement se devait de réagir avec des moyens appropriés à la portée du pouvoir. C'est pourquoi dans ces conditions nous avons publiquement soutenu l'action des étudiants en médecine et l'action des étudiants à la Sorbonne. Mais il est vrai aussi que pendant cette période l'U.N.E.F. n'est pas apparue comme menant réellement les luttes dans ce secteur ; cela tient à plusieurs faits : d'abord il n'y avait pas dans ces établissements de structures de base U.N.E.F., ensuite les structures qui existaient n'entendaient pas, et elles l'ont montré, que le bureau national de l'U.N.E.F. intervenne directement dans leurs affaires, voulant garder leur autonomie ; enfin, ces comités ont été soutenus dans cette opération pendant fort longtemps par le bureau national du SneSup qui a tout fait pour récuser les oeuvres de coopération et de coordination faites par le bureau national de l'U.N.E.F. sous prétexte que l'U.N.E.F. ne menait pas les luttes.

La situation a été à peu près identique à propos d'une part des événements de Mexico et d'autre part du soutien à la lutte du peuple Vietnamien. Si le bureau national de l'U.N.E.F. a proposé une journée nationale d'action, journée consacrée à l'explication et au soutien des luttes étudiantes dans le monde, il n'a pas appelé à la manifestation des comités d'action sur Mexico ; contrairement, lors de la journée internationale de solidarité au peuple Vietnamien il avait pensé pouvoir organiser une manifestation sur Paris. Pourquoi ces positions ? Pourquoi apparemment cette contradiction ? En ce qui concerne Mexico, nous avons pensé, et l'avons expliqué publiquement lors de meetings, que la manifestation était, au moment où elle était envisagée, peu efficace et très dangereuse ; que cette manifestation n'était pas précédée par un travail d'explications suffisant ; que cette manifestation ne pouvait être le fait de l'U.N.E.F. car, au moment où le pouvoir mettait en oeuvre ses moyens de répression, et au moment où les étudiants n'étaient pas rentrés dans les facultés, un appel de l'U.N.E.F. ne pouvait se faire qu'à supposer que l'on puisse indiquer une heure, un lieu, et des modalités de rassemblement, ce qui n'était alors pas possible. Dans ces conditions nous n'avons pas jugé bon d'appeler à la manifestation mais par contre nous avons proposé une journée nationale d'explications et d'action (sous d'autre forme que des manifestations de rue) au même moment. En ce qui concerne la journée nationale de solidarité au peuple Vietnamien, nous

.../...

nous sommes expliqués dans UNEF/INFORMATIONS sur le sens qu'il fallait accorder à cette journée ; il est vrai que nous avons pensé organiser une manifestation ; cela apparaissait possible d'une part parce que l'action prévue début novembre avait été repoussée de trois semaines et donc dans ce cas là un travail préparatoire aurait pu être fait, - d'autre part parce que la situation politique générale nous paraissait toute différente, - enfin parce que les comités d'action consultés depuis longtemps avaient donné leur accord. La situation paraissant donc différente, le mot d'ordre pouvait être différent. La manifestation n'a pas eu lieu parce que pour des raisons politiques fondamentales la mobilisation n'avait pas été suffisamment positive (et il faudrait savoir pourquoi dans la situation actuelle peu d'étudiants et de travailleurs se rendent compte de la nécessité de continuer à soutenir aujourd'hui le peuple Vietnamien dans sa lutte), d'autre part parce que certains comités d'action ont pendant les deux derniers jours précédant la manifestation tout fait (y compris en annonçant que la manifestation était supprimée) pour démobiliser les étudiants. Peut-être avait-il été mauvais ou faux de penser que ce n'était pas le Comité Vietnam national qui pouvait relancer l'action dans ce domaine mais les comités d'action étudiants/travailleurs ? Nous ne le pensions pas, mais nous avons surestimé nos possibilités à ce moment là.

Donc, c'est dans la volonté de prolonger la bataille de Mai que nous nous sommes placés, en tenant compte de la situation nouvelle créée.

Nous ne pensions donc pas avoir été absents pendant cette période ; mais il n'en reste pas moins que c'est vrai que sur Paris ce n'est pas l'U.N.E.F. qui a pu mobiliser les étudiants. Le mouvement de Mai s'il avait permis l'éclosion de nouvelles structures, s'il avait permis l'apparition de nouveaux militants, n'avait pas résolu sur Paris le problème de l'organisation du mouvement étudiant. L'U.N.E.F restait sur Paris une simple coordination de principe. Les différents groupes politiques qui ont dans la capitale la possibilité d'une intervention autonome, hors de tout mouvement de masse, ont repris un certain nombre des habitudes qu'ils avaient avant Mai. Alors que nous proposons et que nous demandions partout la création de structures de base, ces structures étaient bien créées mais n'entendaient pas travailler avec l'U.N.E.F, ; le tact UNEF PROPOSE n'avait pas été distribué dans les villes ; de nombreux comités, et en particulier ceux de la Sorbonne, bien qu'ayant été maintes fois prévenus, n'ont jamais voulu le lire en réunions de coordination organisées sur le plan parisien, sauf lorsqu'ils voulaient que l'U.N.E.F appelle à un meeting ou sauf lorsqu'ils voulaient que l'U.N.E.F. n'appelle pas à une manifestation (guerre du Vietnam). Un certain nombre de ces groupes ont été ainsi objectivement contre la possibilité de donner sur Paris une existence réelle à un mouvement de masse, à travers une réorganisation, une redéfinition de l'U.N.E.F., alors que nous étions prêts à discuter les termes, et les modalités dans lesquels cela pouvait se faire ; objectivement les militants de ces organisations, et particulièrement ceux de l'organisation qui se faisaient le champion des comités d'action et qui jouèrent un rôle important dans les comités d'action lycéens ont donc tout fait pour cas-

.../...

ser le mouvement de Mai; leur comportement a souvent rappelé celui que l'on pouvait connaître avant mai et l'on a vu maintes assemblées générales, où la masse des étudiants rassemblée n'a pu avoir d'idée sur les objectifs les buts et les moyens qu'on entendait donner au mouvement.

Il faut reconnaître aussi que parce que la rentrée n'était faite que très récemment à Paris, la mobilisation des étudiants ne pouvait se faire peut-être que par les groupes politiques et non par les organisations de masse issues de Mai : toutefois dès la rentrée faite, en droit, en sciences, en sciences politiques... le travail a été plus facile, et dans l'avenir la coordination parisienne a plus de chances d'avoir quelque efficacité.

Soulignons aussi que dans de nombreuses facultés, avant la rentrée, la confusion a été volontairement entretenue entre ce qui avait été pendant le mouvement de Mai, les comités de grève, qui avaient mobilisé la masse des étudiants, et les comités d'action qui ne regroupaient qu'un fort nombre de militants et dont on a pu assister d'ailleurs tout au cours des mois d'octobre, novembre et décembre, à la lente décrépitude due entre autre à leur peu de possibilités d'ouverture (ou au fait que cette ouverture n'était pas voulue pour des raisons tenant à la nature de l'organisation politique qui les suscitait) vers l'extérieur.

Il faut aussi parler de la grève de chez Renault. A l'occasion de cette grève le bureau national de l'U.N.E.F. fit deux communiqués, dont le sens n'a pas été très bien compris, ou a été volontairement déformé par la presse. Le premier soulignait l'importance de la lutte des travailleurs de chez Renault compte tenu de la crise économique ; il soulignait que le soutien des étudiants aux travailleurs en lutte devait se faire avec l'accord des travailleurs (ce qui ne voulait en aucune façon dire que les travailleurs étaient assimilés ou n'étaient envisagés qu'à travers leurs organisations) ; enfin ce communiqué demandait que si possible les étudiants se rendent aux manifestations prévues. Le deuxième communiqué saluait les travailleurs en grève et demandait aux étudiants de consacrer le principal de leur effort à la popularisation en milieu étudiant de la grève entreprise. Il ne s'agissait donc pas d'un refus d'intervention ; il s'agissait encore moins de la preuve que nous nous plions aux volontés des organisations ouvrières et en particulier de la C.G.T. : c'est parce que les travailleurs comprenaient mal la signification des luttes que nous menions, parce que la masse des étudiants paraissait peu mobilisée sur les luttes sociales en cours que nous pensions que la façon la plus positive d'apporter notre soutien à la lutte des travailleurs des entreprises Renault passait d'abord par la popularisation et l'explication de ces luttes.

En ce qui concerne la coordination au niveau national rappelons simplement, outre la publication du tract UNEF PROPOSE (thème spécial rentrée), outre la publication de deux Etudiants de France, rappelons la réunion des présidents d'A.G.E. ou des responsables locaux

.../...

qui s'est tenue, à Paris au début décembre (c'est-à-dire sitôt que la rentrée commençait à être effective), la réunion nationale Sciences, la réunion nationale Beaux-Arts, la demande d'action dans toutes les villes sur le problème des étudiants salariés, et enfin la semaine nationale d'action centrée sur le rôle de l'université dans le développement capitaliste et axée contre la main-mise du patronat et de son état sur la formation professionnelle et sur la recherche.

Cette semaine d'action, et cela avait été convenu avec les militants venus à Paris au début de décembre, ne voulait pas du tout se présenter comme une semaine d'action telle que le mouvement pouvait en faire traditionnellement. Il s'agissait, au moment où le mouvement était occupé un peu partout à résoudre, chacun dans son secteur, des problèmes qui se posaient, il était nécessaire de relancer la discussion, la réflexion, voir l'action sur un thème qui avait l'avantage d'une part d'être unique, d'être collant à l'ensemble du mouvement, d'autre part de poser les problèmes essentiels de la réforme FAURE et de l'évolution actuelle de l'université.

Mentionnons également la journée nationale du 12 décembre ; devant s'intégrer à la campagne, et axée contre la participation dans les campus et cités universitaires et en particulier contre le règlement intérieur imposé par l'administration.

Le premier trimestre de cette année universitaire ne pouvait connaître que des actions limitées voire diverses. Le deuxième trimestre universitaire doit par contre être décisif pour l'avenir du mouvement et pour l'avenir de l'U.N.E.F. C'est donc principalement sur l'avenir qu'il faut se tourner ; c'est dans l'optique d'une unification du mouvement étudiant, de la relance d'actions massives et coordonnées, qu'il faut placer les débats que nous devons entreprendre à la lumière des expériences passées. C'est aussi à travers la définition que nous pourrions donner des actions qu'il faut maintenant engager, qu'il faut poser les problèmes des moyens à mettre en oeuvre et en particulier de ce que doit devenir l'U.N.E.F. Mais avant de lancer cette discussion, il faut clarifier les positions du mouvement sur les questions fondamentales qui ont été posées à la suite du mouvement de Mai à savoir la place et le rôle du mouvement étudiant.

.../...

LE MOUVEMENT ETUDIANT

Sa place aux côtés du mouvement ouvrier, son terrain d'action,
son outil : l'U.N.E.F.

1°/ - Depuis longtemps le mouvement étudiant cherche à déterminer la place qu'il peut occuper par rapport au mouvement ouvrier. Aujourd'hui le problème est d'autant plus d'actualité que, c'est un fait général dans le monde, partout le mouvement étudiant en lutte cherche à poser les problèmes qui débordent largement le cadre du secteur dans lequel évoluent les étudiants. Il est évident que l'on ne peut discuter de la place que doit occuper le mouvement aux côtés du mouvement ouvrier, de la justification d'une liaison profonde entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier, que si l'on admet que le mouvement étudiant dépasse le stade de la revendication d'un certain nombre d'objectifs dits immédiats : dans la plupart des cas les intérêts sont ou divergents ou du moins différents ; ils ne sont pas fondamentalement du même ordre ; répondre à la question posée en disant que les étudiants sont les victimes du capitalisme de la même façon que les travailleurs ne résoud en aucune façon les problèmes que nous nous posons. Le mouvement de mai, en France, à la suite du mouvement italien, du mouvement allemand, montre que les étudiants jouent un rôle spécifique ; c'est un fait que le mouvement étudiant a son autonomie, que c'est parce qu'il bénéficie d'une certaine autonomie qu'il peut avoir des débouchés politiques et prétendre jouer un rôle effectif dans la lutte des classes, rôle dépassant souvent le pur soutien au mouvement ouvrier. Les événements ont montré qu'à sa façon le mouvement étudiant pouvait et devait participer à la lutte des classes, que son action, que ses revendications devaient être placées dans un contexte politique global.

Les événements de mai ont montré en France que le mouvement étudiant avait un rôle plus important à jouer que celui d'un simple soutien à la lutte du mouvement ouvrier ; que l'on ne pouvait pas se contenter de situer le mouvement étudiant par rapport au mouvement ouvrier tel qu'il est délimité par la volonté des organisations syndicales ou politiques de la classe ouvrière.

Nous ne pensons pas que c'est d'ailleurs seulement à travers l'expérience de Mai qu'il faut chercher les éléments susceptibles de définir la place que l'on peut accorder au mouvement étudiant. En effet il n'est absolument pas évident que le mouvement étudiant sera appelé à jouer le même rôle que celui qu'il a joué en Mai. Il faut pour cerner au fond toutes les données du problème voir quelle est exactement la situation du mouvement étudiant, les conditions de son action, ses débouchés possibles. Il faudrait en effet arriver à poser la question en des termes qui dépassent le stade mythique de nombreuses discussions qui ont eu cours dans le mouvement. En mai le mouvement étudiant a joué

.../...

le rôle de détonateur ; ce rôle n'est pas une fois pour toutes déterminé, dans l'absolu. En Allemagne, le mouvement étudiant peut se présenter comme le substitut à une opposition politique, ou à un courant politique qui n'existe pas. Certains camarades du mouvement italien entendent, à travers le mouvement étudiant, trouver le moyen de faire avancer en milieu ouvrier une stratégie alternative aux stratégies actuellement proposées. Grande est la tentation, souvent, de voir à travers le mouvement étudiant, à travers l'élargissement du mouvement étudiant en un mouvement de jeunes, la possibilité de créer l'avant-garde d'un mouvement ouvrier véritablement socialiste, véritablement révolutionnaire. Toute aussi grande est parfois la tentation de n'aller voir dans le mouvement étudiant qu'un simple appui au mouvement ouvrier existant.

La question posée est formulée souvent de la façon suivante : le mouvement étudiant peut-il jouer un rôle dans le développement du mouvement ouvrier ; s'il ne peut être l'avant-garde de ce dernier, du moins ne peut-il pas exercer sur lui une pression l'amenant à évoluer dans un sens plus conforme à ce que nous voudrions de la lutte des classes.

Nous ne pouvons apporter à la discussion qu'un certain nombre d'éléments permettant, avec ceux proposés par les camarades au cours des débats, d'engager la discussion au fond et d'apporter un certain nombre d'éléments de solution. Nous pensons qu'au départ il faut poser en postulat que le mouvement étudiant joue un rôle spécifique lié à la nature même de ce mouvement, à ses bases, à l'avenir de ses membres. Il faut donc voir s'il existe entre la condition étudiante et la condition ouvrière des contradictions, si ces contradictions sont fondamentales, ou si elles peuvent être dépassées ; à partir de cet examen à partir du rôle et du terrain d'action du mouvement étudiant, peuvent être déterminées les données de la place de ce mouvement dans la lutte des classes et donc dans sa place aux côtés du mouvement ouvrier. Bien entendu, nous nous plaçons dans l'optique d'un mouvement qui est un mouvement de masse en milieu étudiant et non simplement dans l'optique d'un mouvement regroupant des étudiants d'avant-garde.

2°/ - Pendant longtemps, dans le cadre de ce que l'on pouvait appeler le capitalisme libéral, et dans le cadre de l'université libérale, l'hostilité des travailleurs aux étudiants correspondait à une juste appréciation de ce que devaient être ceux-ci : à savoir leurs futurs patrons. Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Toutefois il existe encore des contradictions importantes entre la vie et la condition ouvrière et la vie et la condition étudiante.

Tout d'abord une contradiction d'origine : malgré la relative ouverture de l'université aux enfants de familles ouvrières et paysannes, celle-ci n'en demeure pas moins presque exclusivement toujours réservée aux enfants de la bourgeoisie. Cette contradiction n'est pas fondamentale, car jamais la lutte des classes ne s'est transmise par les globules ; elle n'en est pas moins réelle.

.../...

Contradiction aussi de la situation économique : les uns sont pour la production et fabriquent de la plus-value, les autres ne sont pas dans la production et consomment de la plus-value : ils mangent, vivent, et ne produisent pas ; la société capitaliste n'a pas encore reconnu la justesse du concept d'utilité sociale du travail.

Contradiction culturelle également. Celle-ci ne réside pas dans une différence de langage entre étudiant et travailleurs. Elle réside plutôt d'une différence dans les méthodes déployées et surtout dans le fait que les étudiants créent et véhiculent l'idéologie dominante qui permet le maintien de l'exploitation des travailleurs.

Contradiction enfin depuis quelque temps dans les traditions de luttes. Ceci a beaucoup été utilisé en Mai par ceux qui ont dénigré le mouvement étudiant. Depuis quelque temps en effet, on a l'impression que les manifestations dures, celles qui provoquent des heurts avec les forces de répression, sont devenues le fait du mouvement étudiant, alors que le mouvement ouvrier préférerait la tradition des grandes manifestations revendicatives.

3°/ - Mais ces contradictions ne sont pas antagonistes.

L'origine sociale des étudiants n'est pas déterminante à partir du moment où les étudiants sont dans une certaine situation d'autonomie par rapport à leurs familles et à partir du moment où le mouvement dépasse une somme d'individus pour devenir un fait de masse, un fait social ; à partir du moment où les étudiants sont aliénés, ils réagissent comme tels, comme les autres aliénés. Il est vrai que si les termes de la bataille ne sont pas clairs, ils se ressentent de leur conditionnement petit bourgeois. Ce phénomène ne doit pas être négligé et est même d'autant plus important qu'il ne faut pas oublier en quoi consiste aujourd'hui l'évolution de l'origine sociale des étudiants. Depuis un certain nombre d'années ont fait irruption dans l'université des enfants des couches moyennes, de ces couches dont la situation est particulièrement instable compte tenu de la volonté d'organisation et de régulation du capitalisme : d'où un sentiment permanent d'inquiétude et d'insécurité chez ceux-ci ; cela explique leur comportement.

En ce qui concerne la place que les étudiants occupent dans la production, si d'une part nous considérons que l'utilité sociale du travail étudiant devrait être reconnue, si d'autre part nous prenons en considération la nature même du travail étudiant, nous sommes amenés à constater que l'aliénation des étudiants est un fait tout aussi réel que l'aliénation des travailleurs : le travail étudiant parce qu'il est parcellisé, parce qu'il est limité, parce qu'il est non-critique, est un travail essentiellement anihilant ; l'aliénation dans le travail étudiant correspond bien évidemment à un certain projet de la bourgeoisie qui veut faire de nous des cadres dociles. En sens inverse l'on peut dire également que les travailleurs sont aliénés dans leur formation qui devient de plus en plus du même type que celle des étudiants ; ceux

.../...

qui accèdent à une formation sont aujourd'hui de plus en plus nombreux ; comme pour les étudiants, leur formation est parcellisée, elle est limitée à une spécialisation.

Dans leur formation les étudiants sont aliénés de la même façon que les travailleurs. Il faudrait d'ailleurs prendre également en considération le devenir ambigu des étudiants, à savoir que la plupart des étudiants sont destinés à s'intégrer dans ce qu'on appelle les couches moyennes, couches dont le statut social est ambigu : victimes de l'exploitation capitaliste par certains côtés, par d'autres côtés par le type même de travail qu'ils font parfois, par l'idéologie dont ils sont les essentiels supports, ils participent au maintien du système d'exploitation. C'est donc en fait tout le problème des couches moyennes qu'il faut ici poser. Le mouvement étudiant se doit d'ailleurs sur ce point de définir un certain nombre de concepts qu'il utilise et en particulier celui-ci. Ajoutons enfin que la poursuite de la distinction entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels est recherchée par le système. Toutefois, notons aussi qu'une partie des étudiants (particulièrement ceux qui sont en troisième cycle) se trouve aussi dans la production et participe activement à la création de la Science et se trouve donc la même situation d'aliénation que les mensuels (techniciens et cadres) du public et du privé.

Si les étudiants participent à la création et à la transmission de l'idéologie dominante, il n'en reste pas moins qu'ils sont tout autant aliénés que les travailleurs. On peut démontrer en effet que tout ce qui a été dit sur la nécessaire adaptation de l'université à l'économie ne correspond en réalité qu'à la nécessité pour la politique capitaliste de maintenir à travers l'enseignement un système social fondé sur une certaine répartition des connaissances et sur un statut social affirmant que l'idéologie même de l'université est une idéologie dominante. La fonction productive de l'université va de pair avec sa fonction idéologique.

Les contradictions dans les moyens de lutte tendent à s'estomper. Déjà les travailleurs de Caen, de Redon, avaient montré que les types de manifestation dures et la bataille politique sur le fond n'étaient pas le propre du mouvement étudiant et qu'elles existaient réellement dans la vie du mouvement ouvrier. De même on ne saurait oublier que le mouvement étudiant a aussi sa tradition de grandes manifestations sur des objectifs revendicatifs (même dans les mois précédant Mai).

Les contradictions entre le mouvement ouvrier et le mouvement étudiant ne sont donc pas antagonistes ; elles sont secondaires. Les étudiants comme les travailleurs participent, sur des terrains différents, à la lutte des classes. Dans la mesure où les étudiants mènent une lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste, ces contradictions deviennent secondaires par rapport à la contradiction principale, celle qui est le moteur de la lutte des classes.

.../...

4°/ - Comment résoudre ces contradictions ? Celles d'une société socialiste pourraient résoudre complètement ces contradictions enlevant ces différences entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels. Mais c'est trop considérer dès maintenant les types d'unité qui seraient ainsi obtenus enlevant les contradictions sur le terrain des luttes, - et c'est ce qui s'est passé en Mai. C'est donc après avoir déterminé le terrain de lutte et les formes d'action du mouvement étudiant que la place de ce dernier aux côtés du mouvement ouvrier pourra être fixée. C'est dans la lutte anti-capitaliste que le mouvement étudiant se place aux côtés du mouvement ouvrier, c'est en fonction de la stratégie que le mouvement étudiant se donne qu'il détermine les rapports dans lesquels il peut se trouver avec la classe ouvrière. Disons pour l'instant que la convergence revendicative sur des bases anti-capitalistes est un élément d'unité ; qu'aujourd'hui la lutte contre la participation, la lutte pour le contrôle, du mouvement ouvrier comme du mouvement étudiant, la lutte pour la formation et l'emploi, contre le chômage juvénile, l'extension de la lutte culturelle, doivent placer les étudiants avec les travailleurs dans la lutte contre l'exploitation.

Dès maintenant des cellules expérimentales peuvent particulièrement apporter des esquisses de solutions aux contradictions entre étudiants et travailleurs, telles les universités populaires, tels les comités d'action étudiants/travailleurs.

Mais déjà au sein de l'université l'unité peut se faire.

5°/ - Le cas particulier de l'unité étudiants/travailleurs dans l'université : l'alliance étudiants - enseignants - chercheurs - techniciens - personnels. Il ne devrait pas y avoir dans l'université antagonisme entre les étudiants et les travailleurs, le personnel, de l'université. Il n'y a pas non plus lutte de classe entre étudiants et enseignants. Les enseignants sont une couche bipolaire, contradictoire : exploitée, et agents de l'exploitation. Pour jouer sur le front de la production de l'université, il faut réaliser l'alliance de la fraction progressiste des étudiants, des enseignants, des chercheurs, des techniciens.

Avec les travailleurs de l'université, la lutte contre la participation, la lutte idéologique, la lutte contre la répression, l'action sur des thèmes revendicatifs communs, peut permettre une alliance réelle des travailleurs manuels et intellectuels dans l'université.

6°/ - Il nous faut aussi, pour essayer de déterminer la place du mouvement étudiant, préciser quel doit être le terrain sur lequel celui-ci entend mener cette action.

Le mouvement étudiant ne saurait se cantonner uniquement sur le terrain de l'université. La question sans cesse posée et celle de la finalité de l'université : quelle université, quelle société ? Les étudiants doivent sortir de l'université. Il est nécessaire qu'ils entrent en contact avec la réalité ouvrière. Il est nécessaire aussi

.../...

qu'ils résistent à la tentative de la bourgeoisie qui cherche à faire d'eux une entité alors qu'il y a bien diversité dans le milieu étudiant. La lutte doit perpétuellement être menée contre la bourgeoisie, contre la façon dont elle veut privilégier le rôle de la fonction des étudiants qui sont appelés à s'intégrer dans les couches techniques, voire parasites. La clarification idéologique nécessaire passe donc par la sortie du terrain universitaire au terrain global de la société.

Le mouvement étudiant ne saurait pas non plus se cantonner à des tâches uniquement extra universitaires. Ce serait refuser le terrain de lutte qui est le nôtre, ce serait non seulement se priver de base mais surtout se priver de raisons, de justifications pour intervenir aux côtés des travailleurs. Le mouvement étudiant peut-il agir à l'extérieur de l'université à cause de la dégénérescence du mouvement ouvrier, pour lui donner des leçons ? nous ne pensons pas que l'élévation du niveau de conscience de la classe ouvrière passe simplement par une pression qui serait exercée sur lui de l'extérieur. Le mouvement étudiant joue un rôle non négligeable sur le mouvement ouvrier dans la mesure même où on mène sur son terrain des luttes exemplaires.

Le mouvement étudiant, s'il intervient donc prioritairement à l'université, agit sur un terrain à la fois universitaire et extra universitaire. Le mouvement étudiant intervient prioritairement à l'université parce que c'est le lieu de vie, le lieu de travail de ses membres, parce qu'aujourd'hui un combat anti-capitaliste peut être mené à l'université au moment où le capitalisme cherche à subordonner cet instrument essentiel pour son développement, voire même simplement pour sa survie. Le mouvement étudiant agit à la fois sur un terrain universitaire et extra universitaire parce que tout ce qui touche à la culture, à la formation, à la recherche, est dans sa sphère d'action.

7°/ - Le mouvement étudiant est aux premières lignes de la lutte idéologique, de la lutte contre la culture bourgeoise : la contestation de l'idéologie bourgeoise, de la culture de classe, là où se fabriquent cette idéologie et cette culture, est une des tâches prioritaires du mouvement. Cette lutte passe par la réalisation de l'université critique ou plutôt par l'introduction de la critique dans l'université considérée non comme institution d'une nouvelle culture mais comme l'apport permanent de la contestation dans le système idéologique bourgeois ; cette lutte passe par la confrontation incessante de la théorie enseignée dans l'université à la pratique telle qu'elle existe sur le terrain de la lutte des classes ; c'est là un des sens qu'il faut donner aux mots d'ordre d'ouverture de l'université aux travailleurs dans la mesure où seuls ceux-ci peuvent apporter des éléments de pratique susceptibles de dévoiler la nature idéologique de l'enseignement et de la culture et d'amener ainsi le mouvement étudiant avec le mouvement ouvrier à engager la lutte sur ce terrain. Cette lutte bien entendu s'élargit à tout ce qui concerne la formation, la culture (confère l'action dans les maisons de jeunes) ; et le mouvement de Mai a montré l'importance

.../...

capitale de l'intervention à ce niveau. Notre tâche passe aussi par la proposition d'une nouvelle culture dans les luttes par l'université populaire, par de nouveaux rapports dans l'action entre étudiants et travailleurs.

Sur le terrain de la formation c'est la lutte contre l'influence prédominante du patronat sur la formation, formation supérieure, secondaire, formation dite professionnelle, qui ne concerne pas seulement l'université mais bien l'ensemble des secteurs de formation, que ce soit donc dans les écoles privées, que ce soit dans les instituts d'université, que ce soit dans les écoles de techniciens ou les établissements para-universitaires. C'est aussi la lutte pour la désaliénation de la formation, la bataille pour une formation critique, pour un enseignement au service des travailleurs. D'où une alliance étroite doit être conclue avec les lycéens, avec les techniciens, avec les ouvriers des centres de formation. D'où la bataille commune avec les ouvriers et les agriculteurs sur le contrôle de la formation par les travailleurs.

En ce qui concerne la recherche, aujourd'hui force de production essentielle, la bataille doit être menée dans tous les endroits où elle se fait pour l'indépendance de ce secteur. La lutte sur ce terrain doit s'axer d'une part contre la main-mise du capital sur l'appareil de recherche et d'autre part contre la division technique du travail (division recherche fondamentale, recherche appliquée, recherche de développement). Doù la nécessité de l'alliance avec les chercheurs et avec les techniciens ; l'entrée des étudiants dans cette bataille peut être décisive.

8°/ - Par ces exemples reprenant les secteurs principaux de l'intervention du mouvement étudiant on voit combien son action ne saurait se limiter à une action universitaire (facultés, écoles de techniciens, agricoles, campus et cités universitaires), combien son action aussi implique entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier un type de rapports différents des rapports que les organisations pourraient entretenir entre elles. Il faudra donc discuter, au cours de ce congrès, comment le mouvement étudiant se situera par rapport au mouvement ouvrier, non pas d'une façon abstraite, volontariste, mais en fonction de la lutte qui se développera. C'est en effet à partir de la reconnaissance de ce que ce mouvement a de spécifique, à partir de la façon dont il use de sa spécificité en déterminant sa propre stratégie et sa propre tactique, en luttant d'abord sur le terrain qui est le sien et en re-situant sa bataille dans le cadre général de la société, que pourra être définie la situation réelle du mouvement étudiant, sa place par rapport au mouvement ouvrier. La discussion devrait permettre d'avancer plus loin dans la réflexion mais encore faudrait-il qu'elle n'oublie pas que ce qui compte en dernier ressort c'est la pratique.

9°/ - Pour que le mouvement étudiant soit capable de jouer un rôle efficace dans la lutte anti-capitaliste et qu'il soit d'une efficacité réelle dans la lutte de tous les travailleurs manuels ou intellectuels contre l'exploitation, il nous faut un outil capable d'unifier, de coordonner, et d'amplifier les luttes ; capable de faire de lui un mouvement de masse.

.../...

Notre avons aujourd'hui un instrument : l'U.N.E.F. Faut-il créer autre chose, ou faut-il plutôt rechercher une transformation à l'organisation de l'U.N.E.F., une transformation des rapports qui existent entre la base et le sommet.

En posant le problème du type d'organisation dont nous avons besoin nous devons considérer que cette organisation doit répondre avant tout aux tâches que nous nous fixons ; et lorsque l'on cherche à voir ce qui existe hors de France, à l'étranger, on voit combien ce type d'organisation est important, y compris lorsqu'il s'agit de situer le mouvement étudiant par rapport au mouvement ouvrier. En Italie, le mouvement étudiant se trouve privé d'une grande partie de ses moyens dans la mesure où aussi bien au niveau local qu'au niveau national il ne réussit pas à se coordonner. Le mouvement allemand quant à lui est actuellement en train d'essayer de passer du stade d'organisation écartelée entre différentes villes, sans rapport entre elles, au stade de la coordination et de l'unification des différentes actions à partir de la critique politique des actions passées. En France le mouvement étudiant est en face d'autres problèmes. Par rapport au mouvement ouvrier, le fait qu'il ait existé une organisation apparemment capable de représenter les étudiants a ouvert à la lutte étudiante des débouchés qu'elle ne soupçonnait pas ; en outre, et principalement par rapport à l'Etat et au capital, l'existence d'un mouvement national, susceptible de créer un rapport de forces, susceptible d'unifier des actions des masses, susceptible d'entretenir un certain type de rapports avec le mouvement ouvrier est indispensable.

Nous pensons donc que le mouvement étudiant est nécessaire. Nous ne croyons pas en effet que seules des actions exemplaires, des actions témoins soient suffisantes pour engager la lutte, à partir de quelques secteurs privilégiés. Nous pensons que la lutte doit être une lutte de masse et une lutte unie. Et à cet égard nous pensons que l'U.N.E.F. a joué en ce sens un rôle important et qu'elle peut le jouer,

Ceci ne veut pas dire qu'il ne faut pas transformer l'U.N.E.F. L'organisation du Mouvement étudiant doit être démocratique, elle doit permettre l'expression de la base à tous les niveaux.

Les étudiants ont besoin à la fois d'un instrument de combat pour défendre leurs intérêts et d'un instrument pour agir contre ce qui les aliène, à savoir l'institution universitaire et la société capitaliste. D'où le rôle à la fois contestatoire et revendicatif. D'où le fait que nous pensons que le mouvement étudiant doit être un mouvement de masse, un mouvement posant les problèmes de l'université et les problèmes de la société à travers l'université de façon politique et donc qu'il doit mener des actions de type politique et syndical. Par son passé, par la force qu'elle représente, l'U.N.E.F. peut être l'outil susceptible de permettre le plein développement de ce mouvement, au prix de transformations.

.../...

En effet l'instrument du mouvement peut être adapté et fonctionner démocratiquement. Aujourd'hui les structures de l'U.N.E.F, son fonctionnement sont adaptés à une période dépassée. Il lui faut des structures souples, des structures capables d'intervenir, des structures capables de prendre des décisions et d'intervenir directement et efficacement à tout moment. D'où la nécessité des comités de bases implantés en fonction des structures de travail et en fonction de la population étudiante, coordonnés au niveau local comme au niveau national et intervenant directement dans les choix politiques et contrôlant à tous les niveaux les organismes coordinateurs.

Ceci nécessite de profondes transformations mises en branle directement à partir de la base et trouvant au niveau d'ensemble les moyens d'adaptation nécessaires. C'est à travers l'action que ces structures pourront véritablement jouer leur rôle et trouver leur forme adéquate. En effet, ce n'est jamais par affirmations de principe que les problèmes politiques et les problèmes de structure sont résolus. Ce n'est pas non plus par des affirmations de principe d'ailleurs que l'on règle le problème de la nature du mouvement et de son organisation. Nous pensons en particulier que si l'U.N.E.F. doit contribuer à l'unification du mouvement étudiant, elle doit permettre aussi la réalisation de son unité. Cela veut dire que ce n'est pas par des excommunications, ou par des exclusions que l'on règlera ce problème mais bien plutôt par des batailles capables d'unifier le mouvement ; en particulier, en ce qui concerne les prétendus réformistes, nous pensons que le clivage que l'on peut faire contre ces étudiants et les étudiants dits révolutionnaires correspond à des niveaux de conscience différents et que c'est en les amenant à prendre conscience des termes de la bataille, en les amenant à faire des choix politiques, que l'unité du mouvement pourra être réalisée.

C'est donc sur la définition d'une stratégie, la définition des objectifs à partir desquels nous avons lancé la bataille dans ces mois décisifs de janvier, février et mars, qu'il faut maintenant ouvrir le débat et que le congrès se prononce de façon claire.

.../...

LA SITUATION ET LES OBJECTIFS DU MOUVEMENT ETUDIANT

Un élément important qui doit en effet rentrer dans la discussion est celui qui a trait aux rapports de forces, non seulement à l'université mais au niveau général.

1°/ - Sans s'appesantir sur ce point, il nous semble que, malgré un rapport de force général entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier révolutionnaire favorable à la bourgeoisie, la situation sociale, économique et politique est celle d'une crise latente sans que nous puissions toutefois parier à l'avance sur l'explosion (de type Mai) à termes définis ou réciproquement sans que l'on puisse parier non plus sur le contraire, à savoir que la situation redeviendrait "normale". De récents événements sont là pour le démontrer. La crise monétaire n'est pas un effet du hasard ; dans les mois prochains le gouvernement va se trouver de nouveau heurté à des problèmes économiques et sociaux particulièrement difficiles à résoudre pour lui. La politique d'austérité, si elle peut dans un certain sens créer des éléments objectivement susceptibles de provoquer des mouvements sociaux (blocage des salaires, aggravation des conditions de travail, augmentation du chômage...), entraîne également l'accentuation du caractère répressif du régime (restriction des libertés, répression de tout mouvement). Dans ces conditions, la reprise de mouvements sociaux, si elle apparaît comme pratiquement inévitable, ne peut être déterminée avec certitude ni dans ses formes ni dans son contenu. Le mouvement de Mai a fait prendre conscience aux travailleurs de la force, de la possibilité d'arracher à la bourgeoisie un certain nombre de concessions ; mais la grève a été dure, les travailleurs ont eu l'impression d'avoir été dans une certaine mesure bernés, sans toutefois pouvoir dans leur grande masse déterminer les responsables. Il est difficile à l'heure actuelle d'apprécier exactement le type de réaction qu'ils pourront avoir, et la grève de chez Renault montre à la fois les énormes possibilités mais aussi les limites dans la reprise de mouvements. Il est certain que la stratégie que pourraient déterminer les organisations syndicales jouera un grand rôle. Or, à l'heure actuelle, tandis que la C.F.D.T. s'interroge sur la voie à suivre, la C.G.T. paraît pour le moins peu décidée à jouer son rôle de leader de la lutte. Les récents événements toutefois ont remis en cause sa stratégie : elle ne peut plus espérer, dans la situation actuelle, par quelques mouvements limités ou "de grandes mobilisations de masse", traditionnels, obtenir des concessions de la part du patronat ou de l'Etat et donc montrer ainsi que le type de lutte qu'elle a toujours proposé est de ceux qui paient. Dès le mois prochain nous verrons de nouvelles attaques se multiplier contre les travailleurs, et ceux-ci réagiront. C'est donc dans l'optique d'une situation de crise qu'il faut nous placer.

Encore faut-il bien voir les difficultés que rencontre le mouvement syndical ouvrier.

.../...

La première c'est que les événements de mai ont porté un rude coup à l'unité syndicale, et non seulement au sommet, mais aussi à la base. Or, l'unité dans l'action est un élément indispensable de développement de celle-ci. La seconde c'est que les débouchés politiques des actions mises en oeuvre par les organisations de la classe ouvrière n'apparaissent plus très clairement aujourd'hui : pour la C.F.D.T. l'échec, la disparition du courant social démocrate non communiste, créé un vide qu'elle ne sait pas combler ; pour la C.G.T... la perspective d'un gouvernement "d'union populaire" paraît provisoirement devoir être écartée.

La situation du mouvement ouvrier présente donc de nombreux éléments contradictoires. Les perspectives unifiantes ne sont vraiment ni clairement définies, ni immédiatement envisageables.

2°/ - C'est un fait également que du côté du pouvoir, du côté de la majorité, les contradictions sont également nombreuses.

Dans son effort d'adaptation, dans son effort d'organisation le capitalisme français lutte sur maintes difficultés. Soutenu en fait par le grand capital à qui il doit faire des concessions importantes voire la crise monétaire), le gaullisme a son assise sociale principalement parmi les couches archaïques et parasitaires de la bourgeoisie (petites et moyennes entreprises) et de la petite bourgeoisie. La crise de mai, qui a contribué à une accélération dans la réorganisation du capitalisme, a mis en valeur les contradictions, et depuis le régime se trouve empêtré dans des difficultés qui deviennent de plus en plus insurmontables. Les variations de sa politique vis-à-vis de la petite et moyenne entreprise en sont la preuve, de même que les différentes concessions qu'il est obligé de faire peu à peu aux grandes entreprises. Nous ne sommes plus aujourd'hui en face d'un pouvoir ayant l'apparence de la force, de la stabilité, mais en face d'un régime perpétuellement aux abois, soumis aux pressions des caractères les plus divers, et qui se trouve de plus en plus menacé. C'est pourquoi il faut s'inquiéter de ce que, alors que le courant socialiste ne réussit pas à organiser sa force, la droite, par l'extrême-droite, est en train d'opérer une remontée assez spectaculaire.

3°/ - Les contradictions d'origine se manifestent particulièrement dans l'université. A l'université apparaissent clairement non seulement les contradictions du système capitaliste mais également les difficultés du régime gaulliste. La présence d'Edgar Faure à l'Éducation Nationale, c'était la volonté de résoudre par une politique d'apparence libérale la crise de l'université. D'où l'opération mystificatrice de la presse bourgeoise, d'où les concessions et les reculs tactiques pendant les vacances d'Edgar Faure. Mais la conjonction des partisans de la politique de force, la conjonction des technocrates ont forcé Edgar Faure à montrer son véritable visage : celui un politicien opportuniste qui ne sert qu'à faire passer la politique de la bourgeoisie en ménageant des compromis entre ses différentes fractions.

.../...

Avec le plan Fouchet et les technocrates du colloque de Caen, la réforme de l'enseignement n'était qu'un élément d'une politique générale : il s'agissait de rendre l'industrie française compétitive sur le marché mondial et d'adapter l'université aux besoins de l'économie, de la rendre productive et rentable du point de vue de l'expansion capitaliste. Mais la réorganisation capitaliste de l'université imposée autoritairement (politique de sélection, instauration de voies courtes, contractualisation des assistants,..) a été une des causes déterminante de l'explosion de Mai. Aussi la bourgeoisie s'est-elle trouvée obligée de changer de méthode. Au lieu d'imposer la solution technocratique de l'extérieur, Edgar Faure tente d'assurer, par l'organisation même de la cogestion, les conditions pour que cette solution puisse s'imposer de l'intérieur. Edgar Faure pensait ainsi désamorcer un certain nombre de demandes en évitant d'attaquer frontalement le mouvement étudiant et en laissant jouer les forces internes à l'université dans le cadre et dans les limites qu'il déterminait. Mais jamais la politique d'Edgar Faure n'avait été contraire aux objectifs recherchés par ses prédécesseurs : tous les secteurs de l'université importants pour le capitalisme restaient en dehors des transformations (grandes écoles, I.U.T., Recherche,...) ; à la sélection par le barrage on voulait substituer d'autres formes de sélection ; on revenait apparemment sur la distinction licence/maîtrise parce qu'on pensait que les buts recherchés par cette distinction n'avaient pas été atteints et que cette mesure pouvait favoriser l'instauration de rapports de force plus favorables au gouvernement dans l'université. Le recul tactique qu'exprimaient les déclarations d'Edgar Faure n'était donc pas une grande victoire, une conquête positive du mouvement étudiant de Mai car jamais il n'avait été en opposition avec la politique technocratique. Au contraire il cherchait à rendre possible son application future avec l'assentiment et la caution d'une partie importante du milieu étudiant.

Mais l'aile la plus réactionnaire du régime impose au parlement toute une série d'amendements qui vont dans le sens d'une aggravation réactionnaire de la loi et qui mettent en échec la tentative pseudo-libérale d'Edgar Faure : grâce à la complicité stupide ou consciente de la F.G.D.S. et du P.C.F., qui à aucun moment n'ont été capables de dépasser la problématique conformiste et moderniste d'Edgar Faure, tous les éléments de récupération pour la bourgeoisie, déjà présents dans le premier projet d'Edgar Faure, ont été systématiquement renforcés et développés. Que ce soit au niveau de la co-gestion (il ne subsiste même plus la moindre marge de manoeuvre pour les étudiants dits réformistes à l'intérieur du conseil), que ce soit aussi en ce qui concerne la présence de personnalités extérieures dans les conseils, l'adaptation des programmes aux débouchés, le financement de l'enseignement et de la recherche..., le caractère répressif de la loi est aggravé : l'assemblée repousse la reconnaissance du droit syndical pour les étudiants, la liberté d'expression politique, tandis que la menace de répressions directes contre ceux qui porteraient atteinte "à l'ordre public" est précisée.

.../...

La tentative d'Edgar Faure d'adapter l'université au capitalisme apparaît donc dans la continuité, malgré la différence des moyens employés, de la politique de ses prédécesseurs.

4°/ - La Loi Faure cherchait à tenir compte d'un certain rapport de force entre les étudiants et le pouvoir. Elle devait diviser le mouvement, elle devait l'isoler. L'isolement du mouvement étudiant était devenu, et cela avec depuis le mois de mai la complicité de certaines organisations de la classe ouvrière, un fait réel : c'est pourquoi nous avons jugé indispensable de faire le maximum vers l'extérieur un travail d'explications ; c'est pourquoi nous avons récemment jugé indispensable de rencontrer les organisations syndicales de la classe ouvrière non pour aboutir à un accord immédiat avec elles, non pour recevoir d'elles des consignes, mais pour expliquer nos positions, pour montrer à l'ensemble des travailleurs que nous étions prêts à la discussion. La division du mouvement a été presque tout aussi réelle : le fait que la rentrée universitaire se soit déroulée dans les conditions que l'on sait (et c'était prémédité) y a fortement contribué. Toutefois le mouvement étudiant est plus homogène que ses détracteurs. Si l'extrême-droite cherche aujourd'hui à faire pression sur le courant politique technocratique, libéral, pour l'amener à un compromis bâtard, le mouvement progressiste étudiant est plus homogène et plus fort. Notons d'ailleurs que le pouvoir n'a pu assurer la rentrée que dans la mesure où il a renoncé à appliquer à l'occasion de cette rentrée les projets sur l'institution universitaire bien précis et bien délimités ; seule la politique du laisser faire et un certain nombre de concessions ont pu permettre la reprise du fonctionnement de l'université. Nous considérons donc que sur le champ de l'université les terrains de bataille restent ouverts, qu'il existe pour nous des possibilités de victoire sur les objectifs contradictoires avec la politique générale du pouvoir, de l'oppression de la formation et de la recherche aux besoins du patronat et de l'Etat. Si les enseignants sont divisés, dans une moindre mesure le milieu étudiant est également divisé, mais il n'en reste pas moins qu'il y a possibilité pour le mouvement progressiste dans l'université de rapporter, s'il s'unifie, des luttes victorieuses, pour rapporter la conscience politique des étudiants, leur faire saisir la nature de classe de la politique d'Edgar Faure et du pouvoir et de l'efficacité des luttes collectives organisées dans un sens anti-capitaliste.

Le caractère diversifié des luttes qui ont été menées jusqu'à présent correspond à une conjoncture où tout a été remis en question, où les aberrations apparaissent clairement. Il faut insérer ces luttes dans un cadre plus général de continuation du mouvement, dans un sens antagoniste avec la politique du pouvoir.

5°/ - Aussi le mouvement étudiant doit tendre à s'unifier non seulement du point de vue organisationnel dans l'U.N.E.F. pour des raisons d'efficacité mais aussi tendre à unifier politiquement sa pratique et ses thèmes de luttes évitant ainsi soit la collaboration, l'intégration de

.../...

la politique du pouvoir, soit l'opportunisme activiste auquel la conjoncture tend à le pousser. Le congrès devra préciser compte tenu de tous ces éléments et de ceux que la discussion apportera les thèmes généraux de luttes et les objectifs tactiques du mouvement.

En ce qui concerne la loi d'orientation la bataille doit être menée pour empêcher l'application de la loi Faure dans la mesure où elle représente l'intégration plus grande de l'université dans la société capitaliste : d'où la lutte sur le refus de voir entrer le patronat et son argent (par financement direct) dans l'université ou les instituts. Cette bataille il va de soi ne peut pas se faire dans les structures prévues par le pouvoir ; Nanterre a ouvert une voie, d'autres sont à trouver ; cette bataille va de pair avec la lutte de l'ouverture de l'université aux travailleurs, premiers pas vers la mise de l'université au service des travailleurs. D'où la bagarre pour empêcher l'instauration des universités concurrentielles (importance de la bataille des provinciaux sur la fuite des cerveaux, sur les examens, sur les diplômes). Ce combat doit être mené de telle façon que soit en même temps évitée la caution du mouvement étudiant à la gestion des mandarins.

L'université doit être mise au service des travailleurs. Il faut combattre la sélection, il faut combattre les mécanismes actuels anti-démocratiques. Aujourd'hui, le problème de l'ouverture de l'université aux travailleurs est fondamental avec la présence importante dans l'université d'étudiants salariés et de salariés étudiants. La bataille doit être menée sur le plan du devenir professionnel : il faut refuser que les étudiants reçoivent une formation de futurs chiens de garde au système ; il faut donc contester l'université bourgeoise, son fonctionnement à partir de sa finalité. D'où l'importance de l'action du mouvement étudiant sur les cadres de l'enseignement, sur son contenu, ses structures... L'université doit également pouvoir être un des centres de travail, de réflexion sur les problèmes politiques sociaux, culturels ; elle doit accueillir et être le lieu de la formation syndicale ou politique.

Cette action ne va de pair que si l'on comble le fossé entre étudiants et travailleurs.

Le mouvement étudiant peut aujourd'hui par sa force peser sur les décisions prises dans l'université. Comme les travailleurs doivent exercer leur contrôle, le mouvement étudiant en lutte, sur les points qu'il se choisit, sur des points déterminés par la base, par des assemblées générales, doit pouvoir imposer dans l'université sur un certain nombre de points ses exigences.

Le mouvement étudiant français doit également contribuer à l'unification des luttes des étudiants des différents pays, unification intégrée dans la lutte d'ensemble du prolétariat mondial contre l'impérialisme. Déjà avec certains groupements européens des objectifs communs peuvent être déterminés et les luttes peuvent être coordonnées.

.../...

Pour être efficace, tout cela suppose que soient mis en avant les objectifs revendicatifs capables de cristalliser des luttes, d'obtenir un changement du statut des étudiants, d'empêcher la transformation de l'université en un instrument docile du capital. Aujourd'hui il ne faut d'ailleurs pas négliger les luttes quantitatives : au moment où la bourgeoisie doit bloquer toute augmentation des services ces luttes ont un contenu anti capitaliste. Le congrès faillirait à sa tâche s'il ne réussissait pas à déterminer ses objectifs.

C'est donc sur une stratégie offensive que doit se battre le mouvement, stratégie offensive qui tient au fait que le mouvement se bat sur son terrain et non sur celui du gouvernement. La lutte du mouvement étudiant doit être une lutte offensive anti-capitaliste non seulement dans ses fondements économiques, mais aussi dans ses fondements culturels : nous luttons contre l'université de classes.

Il ne s'agit pas de rationaliser le système. Tous les objectifs que nous devons proposer doivent être des objectifs de rupture par rapport à l'évolution de l'université. Ces objectifs sont transitoires, ils ne sont pas intermédiaires. Ils ne sont pas intermédiaires parce que nous ne croyons pas à une possibilité d'amélioration progressive du système. Mais nous croyons qu'à travers des objectifs susceptibles de cristalliser les luttes à un moment donné, d'établir un rapport de force, de contraindre le milieu étudiant à un choix, nous créerons les meilleures conditions pour continuer le combat, par la lutte permanente.

